lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 315 — SEMAINE DU 10 AU 16 SEPTEMBRE 1974 PRIX : 2 F

sucre, énergie, et le reste :

les travailleurs se laisseront-ils rationner par les profiteurs ?

courrier

Chers camarades,

Nous tenons à porter à votre connaissance les faits suivants : en tant que locataires de la SI Carnot Raspail (OCIL), située au 132, av. J.-B.Clément, 93-Villetaneuse, l'organisme propriétaire est la SI Carnot Raspail, 18, rue de la Boétie, Paris-8e, nous portons donc à votre connaissance les désagréments que nous porte la gestion des charges locatives de notre cité depuis 1969. En effet, entre 1969 et 1972, les charges locatives et le chauffage n'ont jamais été apurés alors que l'article III de l'annexe I de notre bail précise que l'apurement doit être fait tous les ans.

Faute d'organisation entre les locataires, la société propriétaire nous a fait payer une première fois 20 millions anciens de rappel que cette société a étalés sur un paiement de deux ans. Nous avons fini de payer et on nous annonce un nouveau rappel de 10 millions, l'ancien gérant s'étant volatilisé. Ce rappel vient après une augmentation d'environ 70 % de nos charges en juillet 1972.

10 millions plus 70 % d'augmentation, cela fait très cher cette gestion des charges.

Ne pouvez-vous pas, en tant que camarades, porter ces faits à la connaissance de nombreux lecteurs.

Pourquoi avons-nous payé la première fois les 20 millions d'anciens francs de charges sans rien dire ?

Nous avions une amicale (PC) qui a dit amen au gérant sans rien contester, nous avons quitté cette amicale et avec des locataires nous avons essayé de nous organiser. Nous avons échoué, notre implantation en tant que locataires n'étant pas assez forte et eux étant trop influents. Nous avons donc payé sans rien faire, mais régulièrement nous sortions une note pour critiquer et proposer de reformer une amicale. Nous avons réussi petit à petit, la pression de l'amicale (PC) s'est faite foutre en l'air par l'indignation des gens quand nous avons dévoilé leurs saloperies et l'incapacité à défendre les locataires, sorti des manifestations et assemblées générales réservées aux militants PC.

Nous sommes restés comme cela un an.

On nous annonce un nouveau rappel de 10 millions d'anciens francs. Alors cette amicale bidon redonne son accord, les locataires viennent nous trouver (...). Nous recréons une autre association. Ce n'est pas sans mal que nous nous opposons à un bloc de méchanceté qui, au lieu de faire peur aux gens, les poussent à nous soutenir — après contact avec la fédération qui rejette publiquement et critique l'ancienne amicale nous avons les mains libres.

Alors commence une série de roman policier :

— six incendies dans notre tour dont nous ne connaissons pas les auteurs ; les locataires sont paniqués. Après une plainte au commissariat tout s'arrête ;

— les membres du bureau reçoivent des menaces anonymes par écrit ;

— on nous verse des pots de merde et d'urine sur notre palier d'où le désir de faire faire une pétition aux locataires pour nous faire déménager.

Les gens nous soutiennent. Nous nous opposons donc au gérant. Alors au début, les relations sont aimables, il croit que nous ferons comme l'ancienne amicale, aussitôt qu'il voit que nous ne céderons pas, il commence à envoyer aux locataires des notes pour leur dire de ne pas nous suivre, car nous voulons une épreuve de force ; nous faisons une collecte (280.000 AF) pour avoir un avocat. Nous sommes majoritaires sur nos pétitions ; alors il envoie une lettre d'intimidation aux locataires, Nous invitons les locataires à ne pas payer le rappel avant la vérification. Nous faisons avec des ménagères deux cent soixante-douze mandats à la main, que nous distribuons à tous les locataires. Nous sommes une vingtaine à participer pour la préparation et la distribution des tracts. Souvent, les parents envoient leurs enfants nous aider. Nous faisons une assemblée très houleuse, les anciens PC sont vidés par les locataires.

Voici ce que nous avons fait après des démarches :

La CNL nous appuie.

La mairie PC nous appuie (?) avec beaucoup de mal.

M. Fajon, notre député, après une réunion à la mairie de Saint-Ouen, nous appuie : il écrit au secrétaire d'Etat.

Nous portons plainte auprès de l'OCIL, nous écrivons suivant le désir des locataires aux journaux.

Nous prenons contact avec M. Pierre Bellemare à Europe n° 1 pour participer à son émission.

Nous partons en vacances, en organisant bien les locataires : huit personnes prennent en charge les quatre tours. Nous avions prévu des pépins, ils arrivent : les mandats sont refusés, les locataires s'affolent. Nos amis se débrouillent bien. Les mandats sont retournés.

Nous rentrons de vacances plus tôt que prévu ; le gérant ne le sait pas : il affiche que nous sommes quarante contestataires, que le bureau, c'est-à-dire nous, avait payé par chèque le rappel pour ne pas nous attirer des ennuis et il dit aux gens qu'il est surpris que nous ayons payé et que nous poussons les locataires à ne pas payer. Nous avons voulu porter plainte pour diffamation mais malheureusement la lettre n'est pas signée.

Nous ne connaissons pas encore la réaction de l'ensemble des locataires.

Plusieurs locataires sont venus nous trouver pour nous encourager. Nous décidons de répondre, mais il n'y a personne à la fédération pour nous tirer nos tracts, nous sommes obligés de demander à la mairie de les tirer, c'est bien embêtant de les déranger.

Voilà, nous ne cédons pas. Le seul problème, c'est l'avocat. Soi-disant que 280.000 AF ce n'est pas assez pour la fédération, il faut 500.000 AF ; alors, nous sommes coincés...

Nous vous tiendrons au courant.

Amicalement.

Une lectrice de LO.

C'est bien volontiers que nous publions cette lettre sur la lutte des locataires de la cité qui est bien significative du mépris sans bornes des sociétés immobilières et des difficultés que rencontrent les locataires pour s'opposer à leur arbitraire. En souhaitant plein succès à votre lutte !

Chers camarades,

Parfaitement d'accord avec la politique de la camarade Arlette Laguiller : étant syndicaliste (mais d'ancien régime) cela veut dire vraiment prolétaire, mais non révisionniste, je suis en permanence en désaccord avec les directions prises par les partis dits de gauche et certaines méthodes employées par les centrales syndicales (je suis un ancien secrétaire de section syndicale CGT et en ce moment, je suis membre de la CE nationale syndicale CGT).

Voici ce que je voudrais que vous insériez dans **Lutte Ouvrière.**

« Comme dans le passé, je suis toujours en lutte sur les méthodes employées par les patrons envers leurs employés. Le directeur de notre entreprise, les OPHLM de l'Hérault, est un directeur cégétiste et membre de CNP des OPHLM ; et, paraît-il, il a les idées très avancées. Malgré cela, il faut dénoncer que le directeur est très loin d'avoir des conceptions de gauche et cégétiste. Car il est contre la politique sociale et il a des méthodes d'un véritable patron. Ce qui compte pour lui et ce qui l'intéresse c'est ce qui lui rapporte.

A notre entreprise, il y a deux équipes de régie, une d'entretien et l'autre espaces verts. Il a été demandé à ce directeur de changer les horaires de travail pour les espaces verts, de pouvoir commencer le matin très tôt pour faire la journée continue et terminer la journée vers 12 heures. Car parfois la reprise du travail à 13 heures est pénible par rapport à la chaleur.

Sa première réponse à cela a été que si les jardiniers terminaient leur journée à 12 heures, ils iraient dans le courant de l'après-midi faire du travail noir (malgré une demande de contrôle à ce sujet).

Sa deuxième réponse a été que celui qui n'est pas content aille travailler ailleurs. Voilà la tactique d'un directeur cégétiste.

Deuxième problème :

Au mois de juin 1974, un gardien-concierge a démissionné et a eu une entrevue avec le directeur au sujet de sa démission et du paiement de ses congés payés. Voilà que le directeur a refusé de les lui payer.

Ce gardien a fait appel à la section syndicale pour pouvoir discuter avec le directeur ; une demande d'audience a été faite, et aucune réponse n'a été donnée au syndicat pour cette audience. Le syndicat avait demandé à ce directeur la reconnaissance de la catégorie des gardiens-concierges comme agents HLM statutaires (comme certains HLM l'ont fait). De la part du directeur, cela a été un refus catégorique : il n'a jamais voulu reconnaître cette catégorie de personnel comme agent statutaire car par les règles statutaires, les gardiens-concierges auraient demandé quarante heures par semaine comme de droit. Il a même refusé une convention collective qui aurait pu améliorer leur travail car ce directeur cégétiste a toujours refusé de discuter sur l'amélioration des gardiens-concierges. Car il veut maintenir cette catégorie de personnel dans l'esclavage de leur travail en les obligeant à vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures de présence à leur travail.

Voilà les méthodes d'un directeur cégétiste : le directeur fait appliquer sa propre loi aux HLM de l'Hérault.

R.A., Montpellier.

APPEL AUX ARTISTES A L'OCCASION DES FETES REGIONALES DE LUTTE OUVRIERE

La fête traditionnelle de Lutte Ouvrière bénéficie chaque année de la participation bénévole de plusieurs dizaines d'artistes qui viennent ainsi apporter leur soutien au mouvement révolutionnaire et affirmer des sympathies pour l'extrême-gauche de ce pays. Cette sympathie que le mouvement révolutionnaire rencontre dans les milieux d'artistes, limitée mais réelle, traduit l'influence grandissante de l'extrême-gauche depuis mai 68, ainsi que la vitalité de nos idées.

Les révolutionnaires renouent ainsi avec une vieille tradition du mouvement ouvrier. Depuis bien longtemps, les syndicats, les partis de gauche organisent des fêtes pour rassembler leurs militants et sympathisants, pour soutenir leurs activités. Et, depuis bien longtemps, les artistes ont trouvé là une occasion de manifester leur sympathie pour le monde du travail, de faire plaisir aux participants et de se produire devant un public ami en dehors des contingences professionnelles, du moins dans le sens commercial du terme.

Et aujourd'hui, alors que le mouvement révolutionnaire se développe, qu'il a l'occasion de rassembler par centaines et par milliers des travailleurs qui sympathisent avec les idéaux du socialisme, nous sommes convaincus que les artistes qui se sentent partie prenante dans notre combat ou proche de lui auront à cœur, lorsque les occasions se présentent, de participer et d'animer les manifestations qui pourront être organisées.

C'est justement le cas : Lutte Ouvrière organise cet automne trois fêtes en province, à Clermont-Ferrand le 15 septembre, à Lyon les 21 et 22 et à Toulouse au début du mois d'octobre.

A cette occasion, nous lançons un appel à tous les artistes, artistes de variétés, troupes de théâtre, musiciens, etc., pour qu'ils viennent bénévolement apporter leur soutien et participer aux manifestations du mouvement révolutionnaire.

FÊTE

lutte ouvrière

à

Clermont-Ferrand

Avec la participation

d'Arlette LAGUILLER

LE 15 SEPTEMBRE

Venez nombreux

SUCRE, ÉNERGIE ET LE RESTE :

Les travailleurs se laisseront-ils rationner par les profiteurs ?

EN quelques jours, le sucre a disparu des épiceries. Est-ce parce qu'il y a pénurie ? Est-ce que le pays ne produit, ou ne stocke pas assez de sucre ? Non ! C'est tout simplement parce que la puissante corporation des planteurs de betteraves, qui régente la production du sucre en France, a volontairement déclenché une panique par un communiqué affolant il y a trois semaines. Cela pour que le gouvernement accepte l'augmentation du prix du sucre.

Les planteurs de betteraves n'ont même pas fait mystère de leur opération. Ils l'ont proclamée ouvertement, cyniquement, au point que le ministre de l'Economie lui-même les a traités d'affameurs.

Oui, ce sont des affameurs, cyniques et ignobles ; capables de provoquer les craintes de millions de consommateurs pour spéculer dessus et pour augmenter le profit de quelques-uns. Mais qu'a donc fait le gouvernement contre ces affameurs en dehors de la déclaration d'un ministre ? Rien. Ce gouvernement, capable de faire emprisonner pour un chèque sans provision, capable de donner à ses policiers l'ordre de tirer à vue sur des petits voyous, est totalement désarmé devant le racket des betteraviers visant à délester les consommateurs de plusieurs milliards.

Lorsque l'intérêt de millions de consommateurs est en balance avec les profits de quelques-uns, un gouvernement qui serait vraiment au service de la collectivité ne serait-il pas intervenu immédiatement en faveur des premiers ? N'aurait-il pas pu empêcher les seconds de provoquer une pénurie artificielle en les expropriant ou en réquisitionnant le sucre qu'ils détiennent ? Seulement, le gouvernement ne représente justement pas la collectivité. C'est un gouvernement pour lequel le capital, même s'il affame des millions de gens, est sacro-saint. Ce gouvernement ne peut rien contre ceux qu'il traite d'affameurs, parce qu'il est lui-même le défenseur des affameurs.

Et il en est des problèmes de l'énergie comme de celui du sucre. Le fuel domestique sera désormais rationné. Autrement dit, des millions de consommateurs seront obligés d'avoir froid cet hiver, des enfants des écoles aux vieillards isolés en passant par les malades des hôpitaux. Pourquoi donc ? Parce que le gouvernement n'aurait pas assez de devises pour toutes les importations.

Mais, pendant qu'on rationne l'indispensable, on continue à importer des produits de luxe, des gadgets ou n'importe quoi. Car les importations sont libres et incontrôlées. Si le commerce du caviar, du bateau de plaisance ou de la voiture de luxe rapporte, rien n'empêche le capitaliste importateur d'utiliser des devises à ce commerce. Et pour permettre cela, on oblige le ménage ouvrier à baisser la température de son logement.

Y a-t-il un problème des importations ? Peut-être. Mais, là encore, il y a deux façons de résoudre ce problème. S'en prendre de façon autoritaire à la consommation des grandes masses pour permettre à une petite minorité d'importateurs capitalistes d'avoir, eux, les mains libres. Ou soumettre cette minorité d'importateurs capitalistes à un contrôle rigoureux ; décider en fonction des intérêts de la majorité ce qui est indispensable, ce qui est superflu, ce dont l'importation doit être assuré, ce dont on peut se passer. Ce contrôle est déjà indispensable. Il sera vital demain au fur et à mesure que la crise s'aggravera.

Ou nous accepterons que ce soit le gouvernement qui le fasse. Et il le fera comme il le fait pour le sucre, pour l'énergie : impuissance face aux rapaces du profit, mesures de plus en plus draconiennes contre le consommateur-travailleur. Ou nous nous préparons, nous les travailleurs, à exercer ce contrôle indispensable dans l'intérêt de l'écrasante majorité. Nous le pouvons, car c'est nous qui produisons, transportons, manipulons tous les produits ; c'est nous qui faisons marcher les banques par lesquelles transitent les opérations financières. Nous devons seulement le vouloir. Et c'est vital si nous ne voulons pas payer les frais de la crise qui vient.

C'est aux syndicats ouvriers, c'est aux partis qui se réclament des travailleurs, de proposer un plan d'action s'ils sont vraiment dignes de la confiance que les travailleurs leur portent.

Arlette LAGUILLER.

Du côté paysan, cela se corse !

LA libération des six paysans corses incarcérés a entraîné l'annulation de la grève générale en Corse. Mais si la mesure d' « élargissement » des militants paysans, prise sous la pression de la colère populaire, se veut un geste d'apaisement, elle est évidemment incapable de répondre aux revendications des paysans corses.

Or, leur mobilisation n'a cessé de croître depuis la violente manifestation du samedi 31 août où près de quinze cents agriculteurs corses, venus protester devant la préfecture d'Ajaccio contre l'incarcération à Marseille de six de leurs dirigeants, ont eu à affronter deux heures durant une police particulièrement hargneuse et provocatrice. Manifestations et barrages de route se sont multipliés à l'appel des syndicats d'exploitants agricoles, soutenus par les partis de gauche de l'île (PC, PS, PSU), ainsi que par divers mouvements autonomistes, en particulier l'ARC (Association Régionaliste Corse).

Bien sûr, avant tout, les paysans corses exigeaient la mise en liberté provisoire immédiate de leurs dirigeants incarcérés à la prison des Baumettes, près de Marseille, puis à la Sant à Paris et leur comparution devant une juridiction corse et non « continentale ». Mais les raisons profondes de leur colère, par-delà cet objectif immédiat de leurs manifestations récentes, sont les mêmes que celles de tous les petits paysans de France : ils veulent pouvoir vivre de leur travail — en particulier de leur production viticole — ce qu'ils n'arrivent plus à faire avec la hausse effrénée des prix de ces derniers mois et donc la hausse de leurs coûts de production que les associations paysannes estiment à 20 % en un an.

Et les paysans corses arrivent d'autant moins à survivre que la situation insulaire et excentrique de leur région fait que les coûts de transport des marchandises y rendent les prix plus élevés encore.

Ainsi, la colère paysanne s'y est-elle « corsée » de revendications régionalistes légitimes, entre autres l'alignement des tarifs des transports maritimes du continent à la Corse sur les tarifs ordinaires de la SNCF, dont il faudra bien que le gouvernement tienne compte. Et autrement que par les quelques vagues promesses qu'il a consenties pour l'instant sous la pression des récents événements. Sinon, la paysannerie corse risque de donner sous peu de nouvelles preuves de certaines traditions de lutte.

Michelle VERDIER.

sommaire

EN FRANCE

Pages 6 et 7
— **Les méfaits du gouvernement : violence, cynisme et... incapacité !**
● **Prix :**
— L'opération « coup de frein » sur les prix : du mauvais bluff !
— Ne pouvant résorber la crise, M. Fourcade feint de ne pas y croire.
● **Police :**
— Après le hold-up de Barbès.
— Rouen : affrontements entre la police et des centaines de jeunes.
— Ponia tire à vue.
● **Armée:**
— Dans les casernes : la liberté de lire la presse... du choix de ses officiers.
— On en voit de toutes les couleurs.
Page 8
— Echos des entreprises.
Page 9
— La rentrée non spectaculaire des centrales syndicales.
— La fête de l'Huma.
— Un parti national et responsable à cœur ouvert.

DANS LE MONDE

Page 4
— **Il y a trente ans, l'insurrection de Varsovie.**
— L'insurrection de Varsovie et la bureaucratie russe.
— La résistance polonaise.
Page 5
— Mozambique : tentative de sécession de la minorité « petits Blancs » ?
— Espagne : assurer la succession de Franco pour que sa mort ne suscite pas trop d'espoir.
— Grande-Bretagne : du contrat social selon Wilson et les dirigeants syndicaux.
— Les ministres des Finances des cinq pays les plus riches à la recherche du paradis perdu.
Page 12
— **Chili.**
— Il y a un an, la terreur se déchaînait au Chili.
— La haine des militaires ne faiblit pas.
— Solidarité avec les travailleurs chiliens.

DIVERS

Page 2
— Courrier des lecteurs.
Page 10
— Feuilleton : **Le dernier civil,** d'Ernst Glaëser.
Page 11
— Cinéma : **Les guichets du Louvre,** de Michel Mitrani.
— **Les seins de glace,** de G. Lautner.
— Livres : **Le premier congrès de l'Internationale Communiste,** publié sous la direction de P. Broué.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. 4 ter, rue du Bouloi Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset Abervilliers

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F	de 390 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

L'insurrection de Varsovie et la bureaucratie russe

Qui de Staline, de Roosevelt ou de Churchill était le plus méprisant pour les peuples qu'il prétendait « libérer » ?
(Ph. UPI)

LE 1er août 1944, à l'approche de l'Armée Rouge, l'Armée Secrète, la Résistance armée polonaise, engageait à Varsovie la lutte ouverte contre les armées d'occupation nazies. Sous le commandement du général Bor-Komorovski, cinquante mille hommes allaient affronter pendant deux mois des forces bien supérieures en nombre et en matériel. Juste soutenue par des parachutages d'armes, l'Armée Secrète dut capituler le 3 octobre : la bataille que l'armée allemande mena avec l'artillerie et l'aviation fit trois cent mille morts dans la résistance et la population polonaise ; la ville fut entièrement rasée et la population survivante fut déportée. La Résistance polonaise avait vécu.

Pendant toute cette lutte, l'Armée Rouge resta stationnée à une distance variant entre trente et soixante kilomètres de Varsovie et n'apporta pratiquement aucun soutien aux insurgés.

L'écrasement du soulèvement de Varsovie est l'épisode le plus spectaculaire des rivalités entre les Anglo-Américains et la bureaucratie soviétique. Les « Alliés » se sont entendus à Téhéran en novembre 1943 sur les futures frontières de la Pologne, mais au moment du soulèvement de Varsovie la question de son gouvernement reste en suspens.

Dans les autres pays d'Europe centrale, les mouvements de résistance comprennent aussi bien des éléments favorables à l'URSS qu'aux occidentaux. Les gouvernements en exil, lorsqu'ils existent, ont accepté de collaborer avec les Partis Communistes qui, sous l'impulsion de l'URSS, pratiquent la politique des Fronts nationaux.

Mais en Pologne, le plus important mouvement de résistance, celui qui dépend du gouvernement en exil à Londres depuis 1939, refuse toute coopération avec les communistes polonais et au travers d'eux avec Moscou. Dirigé par des politiciens et des militaires de droite, parmi les plus réactionnaires que compte l'Etat polonais, il s'est créé alors qu'une moitié de la Pologne était occupée par l'armée nazie tandis que l'autre l'était par l'Armée Rouge, en application du pacte germano-soviétique. Les dirigeants de la Résistance polonaise comme les membres du gouvernement en exil sont des anticommunistes affirmés, de même d'ailleurs qu'ils sont férocement antisémites. En même temps qu'ils luttent contre les armées allemandes, ils pourchassent systématiquement les communistes et les Juifs, applaudissant à la destruction du ghetto de Varsovie, espérant que la guerre se poursuivra entre les Anglo-Américains et l'URSS une fois l'Allemagne vaincue.

Aussi les dirigeants de la Résistance polonaise comme le gouvernement en exil voient-ils avec anxiété l'Armée Rouge se rapprocher de Varsovie. Ils sont d'autant plus inquiets, outre leur hostilité foncière à l'égard de l'URSS, que Moscou a créé de toutes pièces une Union des patriotes polonais constituée de communistes et de politiciens exilés en URSS, un corps d'armée combattant dans l'Armée Rouge et, dès son entrée en Pologne, un Comité National de Libération Polonais qui entend faire pièce au gouvernement de Londres et lui dénie sa réelle représentativité. Cette représentativité, ils entendent bien la manifester avant que les armées soviétiques entrent à Varsovie : pour montrer que l'Armée Secrète existe, le meilleur moyen est encore de prendre les devants, avant que l'Armée Rouge ait cueilli tous les lauriers et occupé le terrain, de participer soi-même à la libération du territoire par au moins une action de grande envergure et dont l'importance politique serait évidente pour tout le monde. C'est là le moyen que voient les gouvernants polonais de Londres pour ne pas être évincés du futur gouvernement polonais, ou du moins pour y avoir une place en rapport avec leur importance sur place.

Les Anglais, en particulier, voient dans le coup de force que préparent les nationalistes polonais le moyen de placer leurs pions en Pologne, dans un pays que la bureaucratie soviétique considère comme sa chasse gardée. Et ce sont eux qui, alors que l'Armée Rouge n'a pas été consultée sur les modalités de l'opération, qu'aucun accord n'est intervenu afin de coordonner celle-ci avec l'avance de l'Armée Rouge, donnent le feu vert à Bor-Komorovski pour déclencher l'insurrection.

Dans ces conditions, la bureaucratie soviétique peut facilement prétexter les nécessités stratégiques pour ne pas voler au secours de l'insurrection de Varsovie et la laisser seule face à l'armée allemande. Les bureaucrates du Kremlin peuvent ainsi, en laissant éliminer un mouvement armé important qui lui était profondément hostile, se donner les mains libres en Pologne pour l'après-guerre, tant vis-à-vis des Anglo-Américains que vis-à-vis de l'Etat polonais lui-même.

Encore aujourd'hui, l'attitude de l'Armée Rouge, campant aux portes de Varsovie et assistant sans broncher à l'écrasement de l'insurrection et à la destruction de la ville, reste un des faits les plus souvent cités par les historiens pro-occidentaux comme exemple du cynisme politique de la bureaucratie russe et de Staline. Et il est vrai que, pour le peuple polonais lui-même, cet épisode ne peut qu'avoir laissé de cuisants souvenirs, qui ne sont pas pour rien dans les sentiments antirusses persistants d'une grande partie de la population polonaise. Car Staline a en effet démontré, à cette occasion, combien ses armées libératrices se moquaient bien, en fait, de voir le peuple polonais écrasé sous les bombes.

En la matière, les arguments des pro-occidentaux auraient plus de poids si le calcul de la Résistance polonaise n'avait pas été empreint du même mépris pour la population varsovienne. Car, en déclenchant l'insurrection dans des conditions d'infériorité évidente, en prenant bien soin de ne pas prévenir le commandement soviétique pour pouvoir le mettre devant le fait accompli, les dirigeants de l'Armée Secrète prenaient délibérément le risque de faire subir à toute la population varsovienne un sanglant massacre, dans le seul but de tenter d'imposer la Résistance intérieure comme une force avec laquelle il faudrait compter. Et si Staline a assisté sans broncher au massacre de Varsovie, cela prouve seulement que le dictateur du Kremlin était capable de répondre au cynisme des réactionnaires polonais et des Anglo-Américains par un cynisme et un mépris tout à fait équivalents.

Ainsi, les trois cent mille morts de Varsovie, la ville rasée, s'ils sont le résultat direct de l'action de l'armée allemande, sont aussi dans une large mesure le résultat des calculs stratégiques et de la concurrence ouverte que se livraient, en cette année 1944, les Soviétiques et les Anglo-Américains. Et, dans cette concurrence ouverte des diverses armées « libératrices », la vie de centaines de milliers d'hommes était de bien peu de poids. Il suffit de citer le bombardement de Dresde en février 1945 par les Anglo-Américains, qui fit deux cent mille morts, alors que cette ville allemande ne recelait aucun objectif stratégique, pour voir que, en la matière, il est bien difficile d'établir qui, de Staline, de Roosevelt ou de Churchill, était le plus méprisant pour les peuples qu'il prétendait « libérer ».

C'est que, tout comme les Alliés, Staline préférait voir l'Armée Rouge entrer dans des pays dont la population avait été écrasée, estimant que, dans ces conditions, assurer l'ordre au lendemain de la guerre, y compris contre la classe ouvrière, serait d'autant moins difficile. Car sinon, qu'est-ce qui pouvait empêcher l'Armée Rouge de voler au secours de la population varsovienne ? Qu'est-ce qui pouvait lui faire craindre d'éveiller des sentiments révolutionnaires dans cette population, de s'appuyer sur ceux-ci contre l'Armée Secrète ? Qu'est-ce qui pouvait faire craindre cette Armée Secrète par la grande URSS, si, dès le départ, les dirigeants de celle-ci ne se plaçaient pas sur le même terrain que les réactionnaires nationalistes qui la composaient contre la population polonaise ? C'est que, en fait, l'écrasement de Varsovie par l'armée allemande, outre le fait qu'elle permettait de se débarrasser d'une Résistance intérieure pro-occidentale, opérait une saignée de la population polonaise qui n'était pas, pour Staline, mal venue.

Telle fut en cette année 1944, l'attitude soi-disant « internationaliste » des dirigeants de l'URSS. Une attitude où les intérêts du prolétariat polonais et mondial n'entraient pour rien, entièrement dictée par des soucis diplomatiques de grande puissance et par le souci du maintien de l'ordre au lendemain de la guerre, y compris contre le prolétariat polonais. Et si des sentiments profondément antirusses sont aujourd'hui ancrés dans la population polonaise, c'est le résultat de dizaines d'années d'une politique cynique et criminelle des dirigeants du Kremlin.

Lucienne PLAIN.

La résistance polonaise

La Résistance polonaise intérieure, qui porte le nom d'Armée Secrète au moment de l'insurrection de Varsovie, accuse profondément ses traits réactionnaires. Mouvement antisémite militant, il n'hésitera pas à reprocher au gouvernement Sikorski son « indulgence » et sa « compassion » vis-à-vis de la répression dont sont victimes les Juifs polonais. En 1943, à la veille de la liquidation du ghetto de Varsovie, l'Armée Secrète déclare : « Le peuple polonais exige que l'on supprime ces maudits vagabonds... C'est pourquoi il ne saurait éprouver la moindre compassion lorsqu'on les extermine ». **Le mouvement fournit sans relâche une aide aux occupants nazis pour dénoncer les Juifs qui se cachent, faire la chasse à ceux qui réussissent à sortir du ghetto ou à s'échapper d'un camp de concentration.**

Par ailleurs, cette Résistance intérieure affiche un anticommunisme virulent allant jusqu'à déclarer le 8 septembre 1943 : « Les Allemands ont cessé d'être l'ennemi n° 1... C'est la lutte contre le communisme qui est aujourd'hui notre tâche essentielle et peut-être même notre seule tâche », **impulsant sur la lancée un Comité anticommuniste. Et au moment où les troupes russes approchent du territoire polonais, propagande et actions dénonçant le communisme comme l'ennemi principal se multiplient, tandis que le mouvement appelle de ses vœux les troupes britanniques et américaines pour débarrasser la Pologne de l'Allemagne comme de l'URSS.**

L.P.

ESPAGNE

Assurer la succession de Franco pour que sa mort ne suscite pas trop d'espoir

« Le général Franco reprend les rennes du pouvoir », c'est tout du moins ce qu'a annoncé lundi 2 septembre un communiqué officiel. En juillet dernier, le vieux dictateur avait délégué oralement tous ses pouvoirs à celui dont il voulait faire son successeur, le prince Juan Carlos ; mais il n'avait pas eu le temps d'assurer réellement sa succession en asseyant Juan Carlos sur le trône.

Et pendant tout l'été où il a assuré l'intérim, Juan Carlos s'est montré extrêmement prudent : il s'est contenté d'expédier les affaires courantes, alors que l'on spéculait beaucoup sur les solutions politiques de l'après-franquisme, notamment sur les possibilités d'ouverture à gauche, de gouvernement de coalition. En l'absence d'un successeur définitivement intronisé, donc incontestable, du Caudillo, il ne fallait surtout prendre aucune initiative politique qui aurait risqué de soulever des discordes dans le personnel politique de la bourgeoisie, qui aurait pu être contesté dans les rangs mêmes du franquisme.

Le rétablissement « spectaculaire » de Franco a, paraît-il, **« déjoué les pronostics des médecins et des hommes politiques ».** A vrai dire, ce rétablissement n'a de spectaculaire que le spectacle que l'on fait autour, car Franco n'a dans les faits repris les rennes de rien du tout. Mais si ses médecins arrivent à le relever un peu et assez longtemps, il pourra peut-être poser lui-même la couronne sur la tête de Juan Carlos et ainsi rendre à la bourgeoisie un dernier service : essayer d'éviter que sa mort ne suscite trop d'espoir dans le peuple espagnol, ne donne l'impression de laisser la moindre vacance du pouvoir.

Olivier BELIN.

GRANDE-BRETAGNE

Du contrat social selon Wilson et les dirigeants syndicaux

Le congrès du TUC, la confédération syndicale britannique, qui s'est achevé la semaine dernière a adopté à la quasi-unanimité le « contrat social » que lui proposaient Wilson et les travaillistes.

En passant ce « contrat social » avec le gouvernement, les syndicats lui donnent l'assurance qu'ils ne feront rien pour entraver sa lutte contre l'inflation, qu'ils feront tout pour modérer les revendications des travailleurs et freiner leurs luttes.

Wilson joue la vieille carte de l'union nationale, de l' « effort commun », Union nationale dans laquelle les travailleurs sont toujours ceux qui font les efforts et les capitalistes ceux qui en profitent.

Que les syndicats acceptent de jouer ce jeu-là n'a rien d'étonnant. Etroitement liés à l'appareil du Parti Travailliste, ils ont toujours rempli le rôle de premier commis de leurs gouvernements auprès des travailleurs.

Mais le fait le plus marquant de ce congrès aura été le retournement de l'aile réputée la plus combative du syndicalisme anglais, la fédération de la Métallurgie.

Opposée, au début du congrès, au contrat social, elle a fini par s'y rallier, dans « l'intérêt de l'unité », après avoir obtenu... « l'assurance que ses revendications ne seraient pas oubliées » !

Dans ce beau chœur d'union nationale, il y a même eu une note spéciale, puisque c'est M. Ken Gill, membre connu du Parti Communiste Anglais et nouveau promu au conseil général TUC, qui a annoncé au nom des métallurgistes leur ralliement au contrat social.

Cela a quand même surpris car le Parti Communiste Britannique minoritaire, en Angleterre, s'autorise une politique relativement radicale dans les secteurs où il est implanté.

Aussi on ne doit pas s'étonner que le **Morning Star** (l'organe du PC anglais) du lendemain ait violemment critiqué les déclarations de M. Gill, précédant sans doute ainsi les réactions de sa base.

M. Gill encourra peut-être les foudres de son parti, du moins a-t-il trouvé une place dans les sommets de la confédération, qui lui a paru plus avantageuse que celle qu'il avait dans le petit Parti Communiste Anglais.

Jacques LENOIR.

Les ministres des Finances des 5 pays les plus riches à la recherche du paradis perdu

Annoncée à grand fracas par toute la presse, la réunion des ministres des Finances des USA, du Japon, de la RFA, de la Grande-Bretagne et de la France est une preuve de plus, s'il en était besoin, de l'impuissance des dirigeants du monde capitaliste devant la désorganisation et l'effondrement de leur système monétaire.

Cette réunion **« spectaculaire et secrète »,** comme l'annonce sans rire **Le Figaro,** s'est tenue le week-end dernier dans un château de la région parisienne. Si nous ne savons pas encore officiellement ce qu'il en est résulté, il y a fort à parier que le côté le plus réussi de la réunion est sûrement le côté gastronomique, car pour ce qui est des potions miracle destinées à enrayer le mal monétaire, les grands argentiers du monde capitaliste ont à peu près les mêmes talents que les médecins de Molière.

Tout au plus les Cinq peuvent-ils s'accorder sur la façon dont ils décriront leur impuissance à la prochaine réunion du Fonds Monétaire International qui doit se tenir à Washington le 29 septembre prochain et aura probablement le même résultat nul.

Ainsi, de réunion en réunion, le monde capitaliste, dévoré par l'inflation et la crise générale de confiance par rapport aux monnaies, s'achemine lentement mais sûrement vers la catastrophe pendant que ses valets de plume n'arrivent même plus à faire des discours rassurants.

Alain LEMART.

MOZAMBIQUE

Tentative de sécession de la minorité " petits Blancs " ?

Au lendemain même de la signature d'un accord à Lusaka entre le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) et les représentants du Portugal prévoyant l'accession à l'indépendance de la colonie portugaise, des milliers de « petits Blancs » de Lourenço Marques se sont emparés des endroits stratégiques de la capitale pour affirmer qu'ils refusaient l'accord.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas s'il s'agit d'un simple geste politique, d'une tentative désespérée de dernière heure de la part de la minorité blanche afin de sauvegarder ses privilèges, ou d'un coup de force soutenu par les régimes racistes voisins de l'Union Sud-Africaine et de la Rhodésie.

En tous les cas, alors qu'après dix ans de guerre de répression coloniale le Portugal vient enfin de reconnaître le droit du Mozambique à l'indépendance, de nouvelles souffrances risquent de toucher le peuple mozambicain. Souffrances dont la puissance coloniale porte l'entière responsabilité à la fois du fait de sa politique passée et même de sa politique présente.

C'est en effet les colonisateurs qui ont mené pendant des années toute une politique d'immigration visant à transplanter des « petits Blancs » susceptibles de servir de point d'appui au pouvoir colonial. C'est la puissance coloniale qui, en donnant des petits privilèges à ces « petits Blancs » alors que la majorité noire était exclue de l'exercice

Le président du Front de Libération reçu en tant que chef d'Etat en Tanzanie. L'indépendance ne suffira pas à arrêter les souffrances du peuple du Mozambique. (Ph. A.F.P.)

des droits les plus élémentaires, en les associant à la politique de répression, avait dressé un mur de haine entre les deux communautés.

Aujourd'hui, parce que la lutte d'émancipation des peuples des colonies coûte trop cher à son Etat, la bourgeoisie portugaise cherche à se débarrasser rapidement du problème. D'autant qu'un vent de révolte souffle dans les campagnes de Mozambique, où des régions entières sont devenues totalement incontrôlables par le pouvoir, où des insurrections sporadiques mais violentes de paysans misérables submergent non seulement les colons et les forces de répression portugaises mais même le FRELIMO.

Alors, le Portugal est prêt à céder le pouvoir au FRELIMO. Mais en laissant entièrement les mains libres à la fois aux organisations extrémistes « petits Blancs » et à leurs protecteurs potentiels de Rhodésie ou d'Afrique du Sud.

Quelle sera l'attitude de ces deux pays face à une éventuelle prolongation de la révolte des « petits Blancs » ? La question est d'importance pour les initiateurs de la révolte, car avec à peine deux cent mille « petits Blancs » sur huit millions d'habitants, les organisations extrémistes « petits Blancs » n'ont pas une base suffisante pour tenter de créer tout seuls un « pouvoir blanc » raciste, similaire à celui de la Rhodésie par exemple, contre une population noire déjà mobilisée et dans une certaine mesure organisée. Même avec le soutien des deux régimes racistes, un tel régime n'aurait guère la possibilité de tenir longtemps.

Par contre, la Rhodésie, en particulier, qui a grand besoin d'un débouché sur la mer via le Mozambique, peut appuyer une tentative de sécession d'une région à plus forte concentration de « petits Blancs », par exemple précisément dans la région de Lourenço Marques, ville portuaire à concentration de population blanche, de surcroît proche de la frontière de l'Afrique du Sud.

Le fera-t-elle ? Trouvera-t-elle un appui suffisant dans la population blanche du Mozambique pour une telle tentative ? Seul le déroulement des événements pourra le dire.

En tous les cas, il s'agirait d'une tentative criminelle vis-à-vis de la majorité noire de la population, mais finalement même vis-à-vis de la minorité blanche. Criminelle serait le dépeçage d'un pays déjà pauvre, déjà exsangue. Plus criminel serait encore de pousser ce pays dans la barbarie d'une guerre raciale au profit d'une poignée de profiteurs, de la minorité blanche du Mozambique, de la Rhodésie ou de l'Afrique du Sud.

Georges KALDY.

Les méfaits du gouvernement : vi

● Prix

L'opération " coup de frein " sur les prix : Du mauvais bluff !

IL n'y a guère que l'ORTF pour croire ou faire semblant de croire à l'opération « coup de frein » sur les prix !

La baisse volontaire de 5 % sur certains produits déterminés est un des bluffs de la rentrée. Du bluff et pas même du neuf, car en la matière Giscard président n'innove même pas par rapport à Giscard ministre des Finances. Seulement, cette fois, la chose est encore moins sérieuse. Il ne s'agit pas pour l'Etat de renoncer à une fraction de la TVA pour permettre une éventuelle baisse sur quelques produits alimentaires, il s'agit de demander aux commerçants, à tous les commerçants, les gros et les petits, les grandes surfaces et l'épicier du coin, de faire de leur plein gré une amputation de 5 % sur leur marge bénéficiaire.

Bien entendu, ce sont les grandes surfaces qui se sont emparées de la requête. Cela fait partie de leur budget publicité. Depuis le temps qu'elles font — à les en croire — des « soldes monstres », des rabais « effrayants », des prix « du tonnerre » et autres fracassantes publicités, elles n'ont aucun mal à intégrer la prétendue baisse de 5 % sur certains articles dans leurs méthodes de ventes. Elles renchérissent même puisque nombre d'entre elles prétendent vendre aujourd'hui « à prix coûtant ».

A prix coûtant vraiment ? Voilà qui mériterait d'être pris au mot. Pourquoi les grandes surfaces ne vendent-elles pas à « prix coûtant » quand les prix sont à la baisse ? Quand le marché alimentaire déborde de produits saisonniers et que l'abondance de la production entraîne une baisse des prix à la production ? Pourquoi alors préfèrent-elles laisser aux paysans producteurs le produit de leurs trop bonnes récoltes parce que la commercialisation du produit ne leur paraît alors plus rentable ? Pourquoi des milliers de tonnes de fruits et légumes sont-elles détruites chaque année, ou balancées dans les cours des préfectures par les paysans en colère parce que les circuits de distribution contrôlés justement par les grandes surfaces refusent de les acheter ?

Eh bien, justement, puisque les grandes surfaces bluffent en parlant de prix coûtants — lorsque les prix sont à la hausse —, pourquoi ne pas leur imposer cette règle lorsque les prix sont à la baisse ? Et il ne serait pas question de volontariat. Un gouvernement qui ne serait pas au service des riches, un pouvoir qui agirait dans l'intérêt de la population laborieuse se devrait d'imposer semblables mesures. Cela servirait producteurs et consommateurs.

Ce n'est évidemment pas le souci de Giscard et de son équipe. La hausse des prix accroît les rentrées de l'Etat qui se borne à naviguer à vue dans les remous de l'inflation nationale et internationale. Son seul souci est de maintenir autant que faire se peut ce qu'il appelle la prospérité, c'est-à-dire les profits et l'expansion des industriels et des banquiers. Tant pis si la hausse des prix pèse avant tout sur les budgets des travailleurs et des petites gens, retraités et pensionnés. A leur intention, on prévoit de temps en temps des mesures « psychologiques » comme cette prétendue baisse de 5 % orchestrée par tous les moyens d'information de l'Etat.

Mais encore faut-il que les travailleurs y croient, au moins un peu. Ce n'est absolument pas le cas. L'opération coup de frein suscite l'irritation. Et de l'irritation à la colère, il n'y a qu'un pas vite franchi.

Colette BERNARD.

Une rentrée qui

Ne pouvant résorber la crise, M. Fourcade feint de ne

M. FOURCADE, notre ministre des Finances, est optimiste. Pour lui, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la situation économique et monétaire.

Et quand les journalistes lui demandent s'il ne craint pas une crise, du genre de celle qui avait éclaté en 1929, le ministre répond qu'il n'y croit pas, car **« la science économique a fait quelques progrès et les responsables économiques des grands pays se concertent maintenant ».**

La crise de 1929 avait pris la forme d'une crise boursière et financière qui, partie de l'effondrement de la Bourse de New York, s'était étendue de proche en proche à tous les pays capitalistes et avait déclenché une crise économique mondiale qui allait avoir d'énormes conséquences sociales et politiques.

Ce qui caractérise le capitalisme de l'après-guerre, c'est l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie. Dans tous les pays, l'Etat contrôle d'une manière ou d'une autre le crédit, dispense les subventions et renfloue par divers moyens les entreprises en difficulté, atténuant ainsi dans la mesure du possible les soubresauts du marché, retardant les effets des crises. Mais pour ce faire, l'Etat doit user et abuser de la planche à billets et entretient ainsi l'inflation monétaire. Certes, la position dominante incontestée de l'impérialisme américain lui permet de dicter dans une large mesure sa loi aux autres puissances capitalistes, faisant bénéficier le système d'une meilleure coordination que par le passé.

Mais l'imbrication internationale des économies, la puissance même de l'impérialisme américain font que les crises ont et auront des répercussions internationales qui atteindront d'autant plus rapidement et d'autant plus profondément tous les pays.

En fait, les progrès de la science économique dont parle M. Fourcade ne sont que des solutions de replâtrage étatique auxquelles le système capitaliste a dû avoir recours. La concertation des grandes puissances se résume à la recherche en commun des mêmes expédients, des mêmes soins d'urgence que peuvent trouver de mauvais médecins eux-mêmes malades de la maladie qu'ils veulent soigner, la maladie du dollar et du système capitaliste tout entier.

Ces « atouts » ne sont efficaces que lorsque la crise n'est que larvée, lorsque l'édifice ne tremble pas trop. Car lorsque la situation empire, c'est le sauve-qui-peut général, le chacun pour soi, et la concertation internationale et la béquille étatique ne servent plus à grand-chose.

On a pu en voir un aperçu lors de la

● Armée

Dans les casernes

La liberté de lire la presse... du choix

La liberté à l'armée : « Marche droit, mon gars... » !

(Ph. Viollet)

LA liste des dix périodiques qui restent interdits dans les casernes vient d'être publiée. Crosse en l'air, Lutte antimilitariste, Soldats en lutte, Politique-Hebdo, Charlie-Hebdo, Col rouge, Lettre des objecteurs, Libération, Hara-Kiri *et* Rouge *n'ont toujours pas le droit de franchir les portes des établissements militaires.*

Quand on ajoute à cela que n'importe quel chef de corps a, d'après un article du code du service national, le droit d'interdire en plus n'importe quel journal ou revue qu'il jugerait antimilitariste, on voit que les mesures de libéralisation du gouvernement Giscard restent dans des limites bien étroites.

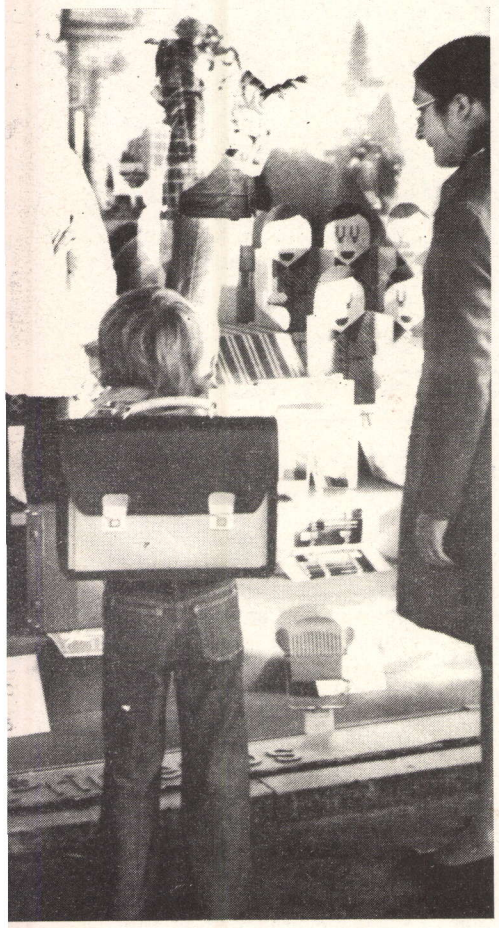
Ces dix journaux sont, évidemment, de ceux qui ces derniers temps ont mené le plus activement la propagande contre l'armée. Les autorités militaires veulent-elles donc se venger de ceux qu'elles considèrent comme les responsables de la campagne d'opinion publique qui les force aujourd'hui à reculer un peu ? Ou bien le gouvernement, craignant que ses mesures de libéralisation ne mécontentent le corps réactionnaire des officiers et sous-officiers de carrière, a-t-il voulu jeter un os à ronger en montrant qu'il restait de leur côté contre « l'adversaire intérieur » ? Un calcul qui prouve par avance que, quelles que soient les paroles et même les décisions libérales, ce sont toujours ces officiers et sous-officiers réactionnaires qui font la loi dans les casernes.

Mais ces mesures mesquines n'empêcheront rien. L'interdiction jusqu'ici de deux cent cinquante journaux n'a pas empêché que grandisse le sentiment antimilitariste de la jeunesse, qu'à plusieurs reprises ces dernières années une fraction de cette jeunesse se mobilise pour l'exprimer et que la contestation gagne les casernes. Car ce sentiment n'est pas dû à ceux qui l'expriment d'une façon ou d'une autre mais à la réalité de ce qu'est l'armée. Et l'interdiction maintenue de ces dix organes de presse ne peut que fortifier le sentiment parmi les jeunes et parmi les soldats, notamment les jeunes appelés, que dans le cadre de l'armée actuelle toute mesure de libéralisation ne peut guère être qu'un trompe-l'œil et que finalement on ne doit pas se limiter à lutter pour réformer les casernes mais se donner pour but de les détruire.

Et en attendant, tous les travailleurs doivent être solidaires de tous ceux qui

iolence, cynisme et... incapacité !

● Police



va coûter cher...

(Ph. A.F.P.)

e pas y croire

dernière crise du dollar et depuis, lorsque chaque Etat a essayé d'éviter à ses capitalistes nationaux d'en recevoir les retombées, en les renvoyant sur le voisin.

Les Etats capitalistes sont incapables de résoudre les contradictions du système.

Ils sont incapables de maîtriser la machine qui s'emballe, non pas parce que la « science économique » n'est pas assez développée, ou parce qu'ils ne se concertent pas assez, mais bien parce que ce système aberrant et aveugle est incontrôlable.

Jacques LENOIR.

Après le hold-up de Barbès

LA recrudescence des hold-up et en particulier la fusillade meurtrière qui a accompagné le hold-up de Barbès, à Paris, ont remis à l'ordre du jour le gangstérisme et sa répression.

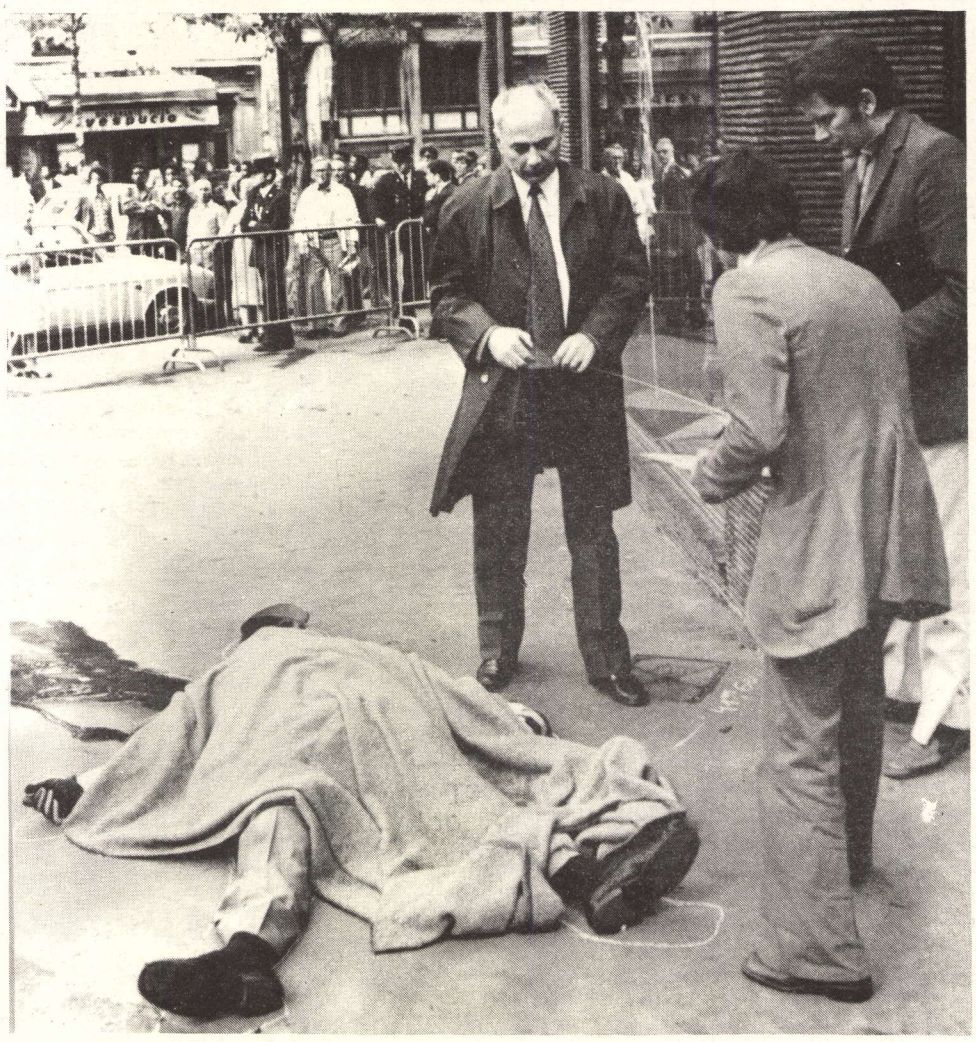
Poniatowski a officiellement autorisé les policiers à tirer sur les malfaiteurs qui « ouvriraient le feu ».

Les syndicats de policiers ont, à nouveau, réclamé des effectifs supérieurs, mais surtout une répression plus forte des gangsters, le durcissement des peines et du régime des prisons pour les auteurs d'attaque à main armée.

Il est vrai que les attaques à main armée se multiplient, que les employés des innombrables succursales ouvertes par les banques ne se sentent plus en sécurité. Mais il est tout aussi indéniable que l'augmentation des effectifs de la police, qui ont pratiquement doublé depuis 1968, n'a en rien ralenti le nombre des actes de banditisme.

En fait, ce n'est qu'une infime partie de ces policiers qui est réellement affectée à la lutte contre le banditisme : les « brigades antigang » comptent des effectifs dérisoires par rapport au nombre de policiers affectés au « maintien de l'ordre », c'est-à-dire au contrôle et à la répression des citoyens.

Ni l'alourdissement des peines, ni le droit reconnu officiellement aux policiers de tirer à vue sur les gangsters n'auront d'effet sur le banditisme : ce ne sont d'ailleurs, de la part du gouvernement, que des gestes démagogiques à l'attention de sa police. Et le droit de tirer ne coûtera cher, en définitive, qu'à des pauvres types qui ne s'arrêteront pas à un barrage, voire à des gens paisibles qui auront un geste malheureux mal interprété par un flic à la gâchette facile.



Dans cette société, la vie d'un homme vaut moins cher que le contenu d'un coffre...

(Ph. A.F.P.)

En fait, l'Etat ne peut pas grand-chose contre le banditisme : revers de la société bourgeoise, il ne peut que se développer avec la décadence de celle-ci et sous toutes ses formes, qu'il s'agisse du hold-up ou des tripatouillages financiers.

Tout ce que les Poniatowski font et peuvent faire, c'est de renforcer les pouvoirs déjà exorbitants des policiers et aller en fin de compte à l'encontre du but qu'ils prétendent poursuivre, en mettant les citoyens encore un peu plus sous la coupe d'une police toute puissante.

André ROUSSEL.

Rouen

Affrontements entre la police et des centaines de jeunes

A l'occasion du bal de la Libération de Rouen, plusieurs centaines de jeunes se sont affrontés à la police. Ces incidents ont permis à la grande presse de relancer vigoureusement la campagne antijeunes. Deux jours plus tard, Paris Normandie **titrait en gros sur la** « Nuit des voyous » **ne voulant sans doute pas se laisser déborder sur la droite par un quelconque** Journal du Dimanche. **Que s'est-il passé exactement ?**

Le bal réunissait plusieurs milliers de personnes devant l'Hôtel de Ville, à proximité du commissariat central. Un incident se produit après minuit : une crise de nerf ou une dispute ? Toujours est-il que la police intervient sans ménagement. Ce qui provoque immédiatement la colère. De nombreux jeunes attaquent le commissariat. Les flics ripostent à coups de matraques et de bombes lacrymogènes, s'acharnant sur plusieurs personnes restées à terre. Malgré tout, la foule des danseurs refuse d'évacuer la place. Des groupes de jeunes refluent dans les rues avoisinantes, cassant quelques feux, des parcmètres et une quinzaine de vitrines. Nombre d'entre eux avaient bien sûr des comptes à régler avec des policiers toujours prompts à arrêter les jeunes en mobylette et à passer à tabac les récalcitrants.

Depuis, des dizaines de jeunes ont été arrêtés, ayant participé à la bagarre ou non, comme ce garçon de 15 ans que les flics ont embarqué menottes aux mains sur son lieu de travail. Ils l'ont relâché quarante-huit heures plus tard, non sans lui avoir donné quelques coups de poing dans le ventre.

Par contre, le patron de l'hôtel de Bordeaux n'a pas été inquiété par la police. Pourtant, ce monsieur s'est promené dans la rue cette nuit-là avec un fusil dont il s'est servi à quatre ou cinq reprises. En plus, ce « citoyen » s'est laissé complaisamment interviewer par la presse, préconisant la création d'une milice armée vu l'incompétence de la police ! Lecanuet, doublement vexé en tant que maire de Rouen et ministre de la Justice, a désapprouvé cette initiative.

Mais sur le fond, tous ces représentants de l'ordre établi sont d'accord : ils se moquent bien que les jeunes croupissent dans l'ennui et la misère des banlieues, à condition qu'ils ne laissent pas éclater leur colère et ne viennent pas troubler la quiétude des quartiers bourgeois. Car, de toute façon, cette société n'a que des prisons et des coups de matraque à leur offrir.

Correspondant L.O.

de ses officiers

dans les casernes, luttent contre les brimades et la répression, et notamment pour la liberté totale de lire la presse de leur choix... fût-elle antimilitariste.

Jacques MORAND.

On en voit de toutes les couleurs

Décidément, on innove dur dans l'armée en ce moment.

Pour les manœuvres, cette année, il n'y avait plus de « rouges » ni de « bleus ». Cela, paraît-il, pour ne pas vexer les pays de l'Est.

A la place, il y avait des « vermillons » et des « azur ». Admirez la poésie !

Petit incident imprévu : les « vermillons » se sont si bien battus qu'ils ont failli avoir le dessus, ce qui est contraire à la tradition et à la vocation de l'armée.

Un peu plus, et c'est l'état-major qui était marron...

Ponia tire à vue

Il n'a pas fallu attendre longtemps. La déclaration de Poniatowski, donnant à tout flic l'autorisation de tirer à vue, a déjà fait un mort. Un Algérien qui, dit-on, avait été surpris en train de voler. Car, maintenant, les choses sont claires. Il suffira qu'un justicier à la gachette facile prétende qu'il a été menacé par sa victime — celle-ci ne pourra guère le contredire — pour que son geste passe pour une prouesse. Personne n'a intérêt dorénavant à marcher malencontreusement sur les pieds d'un gardien de la paix, ou à lorgner avec insistance sa femme.

Poniatowski peut être fier. Il ne veut pas que Paris soit transformé en Chicago. C'est chose faite. Et que ceux qui s'avisent de prétendre le contraire se méfient. Cela pourrait être interprété comme une agression contre nos anges-gardiens. Et notre prince-shérif pourrait y mettre le holà !

Notre salaire = un dû

suppression immédiate du boni

● *SNECMA (Corbeil)*

Ainsi, il aura fallu la grève de cinq semaines de Gennevilliers et le refus de pointage des bons à Hispano pour que la direction daigne enfin se pencher sur le travail au rendement.

Elle ne semble cependant pas pressée d'y apporter une solution. Dans sa note du 25 juillet, elle parle du milieu de 1976, de la fin de 1977... Pour la direction, il ne faut pas brusquer les choses. Cela sous-entend qu'une préparation « psychologique » est nécessaire. « Pensez donc, mon brave monsieur, si demain on supprimait brutalement le boni... Ils se la couleraient douce » : la direction, en bon parasite, juge les autres d'après elle-même.

Dans sa note, la direction générale parle également de contrôle efficace de la production. Cela fait bien sourire. S'agit-il d'un contrôle global ou individuel ? Nous aimerions bien le savoir. S'agit-il d'un resserrement de la chiourme ? Sans aucun doute.

Dans cette perspective, nous souhaitons bien du plaisir à la direction. En temps opportun, nous saurons répondre à cette nouvelle situation. Pour le moment, ce qui compte, c'est la suppression du boni. Pas du milieu de 1976, mais tout de suite.

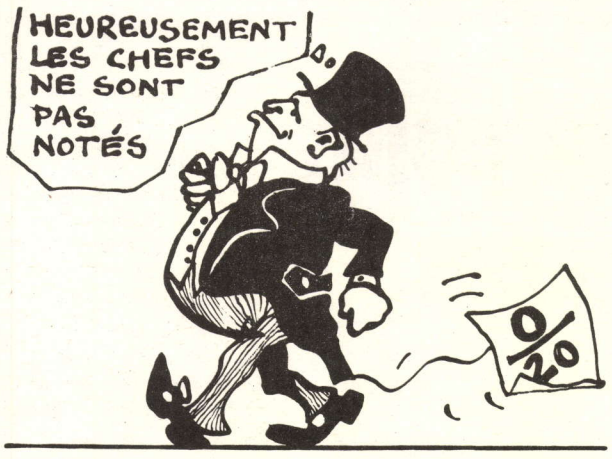
A bas le travail au rendement !

les carnets au feu...

● *CHEQUES POSTAUX (Bourseul)*

On vient de recevoir les feuilles de carrière : on se serait cru revenu au temps du lycée, du proviseur et des bulletins trimestriels.

A quoi servent les notes ? A pénaliser les employées qui prennent des congés-maladie, qui sont pourtant plus que nécessaires avec les cadences que l'on nous impose, des heures d'affilée à la machine, et le surcroît de travail dû au manque de personnel. Certaines d'entre nous sont notées au demi-choix et, en plus, une partie de leur prime sera amputée ou, pire encore, supprimée. D'autres sont mal notées parce qu'elles refusent les cadences ou tout simplement parce que leur tête ne revient pas au chef. Ces sanctions pèsent aussi sur les mutations et les promotions.



Voilà bien un procédé révoltant, un système idiot à l'image de ceux qui nous notent. A BAS LES NOTES !

Du vol manifeste

la direction rackette les cheminots

● *SNCF (Paris - Gare de l'Est)*

Vendredi dernier, un camarade auxiliaire aux Billets Grandes Lignes de Paris-Est s'est retrouvé avec un « en moins » de 660 F dans sa caisse.

A la suite d'une erreur, il avait émis un billet de 660 F au lieu de 66 F. Ce billet, qui avait été annulé, a disparu. La SNCF, qui a retrouvé sur la bande la trace de ce billet, veut faire payer 10 % de cette somme (c'est le tarif pour les auxiliaires) à notre camarade. Or il est évident qu'il s'agit d'une erreur, aucun trajet, même aller-retour, n'atteignant une telle somme. Qu'importe pour ces messieurs !

Nous faire payer lorsqu'il y a de l' « en moins » dans notre caisse est déjà suffisamment crapuleux comme cela. Mais dans ce cas précis, la SNCF n'a même pas perdu un centime et elle le sait très bien. Et c'est un vol manifeste que de vouloir récupérer de l'argent sur le dos d'un auxiliaire.

La SNCF nous considère comme des voleurs en puissance, en sous-entendant que, si l'argent n'est plus dans la caisse, c'est qu'il est dans notre poche. Ce qui est le comble du cynisme quand on sait que, en l'occurrence, cet argent n'a pas quitté ses caisses.

Vraiment, nos dirigeants n'ont rien à envier aux Al Capone. Leur racket est très perfectionné.

Pourtant, nous ne pouvons tolérer ces agissements de gangster. Notre camarade ne doit pas perdre un centime.

directeur = maître chanteur

● *HOPITAL (Angers)*

Des camarades ASI travaillant actuellement de nuit ont été l'objet d'un chantage innommable : la direction leur a fait savoir que, s'ils voulaient continuer à travailler de nuit, ils le pouvaient. Seulement, ils devraient s'engager à ne pas réclamer les 2 F/heure de prime de nuit que tous les employés de nuit doivent toucher et qui sont leur dû.

Ainsi la direction, jouant sur la peur des auxiliaires d'être mis à la porte, leur fait signer de renoncer à leurs droits ! Car cette prime est due pour tout travail effectué de nuit, quel que soit le grade de l'agent.

Que ce chantage soit un moyen de pression pour que les ASI abandonnent d'eux-mêmes le travail de nuit, ou plus simplement pour faire des économies, le procédé n'en est pas moins ignoble. Il s'agit purement et simplement d'une escroquerie. La direction nous doit ces 2 F et cela à compter du mois d'avril.

Et s'il est vrai qu'individuellement nous n'avons pas les moyens (du moins quand nous sommes auxiliaires) d'empêcher ce vol, il n'en va pas de même si nous décidons d'agir collectivement. Ensemble, nous pouvons et nous devons défendre notre dû, nous pouvons faire cesser ce scandale.

Service public ?

le pavillon d'urgence déborde

● *HOPITAL LA TRONCHE (Grenoble)*

Les malades arrivant au pavillon d'urgence, faute de place et de personnel, sont souvent accueillis dans les couloirs. C'est ce qui arrive en ce moment.

Les pavillons de médecine reçoivent des malades qui n'ont pas été examinés au PU. L'observation du malade est libellée de cette façon : « Malade dans le couloir, observation impossible ».

Ou, si l'externe fait l'observation, il est constamment obligé de s'arrêter pour permettre aux visiteurs de passer.

Où est l'humanisation des hôpitaux ? Dans les couloirs ? Que fait-on de la pudeur des malades ?

Les urgences ne sont plus urgentes dès que le PU est plein.

Le manque de place, le manque de personnel, le manque de matériel, ce sont les malades et le personnel qui en font les frais.

Pagaille...

gare à la panne

● *CAFRP (Paris-15e)*

Aux guichets, pour secouer un peu la monotonie du travail, la direction nous organise de temps en temps le jeu des « pannes surprises ». Un coup les micros ne marchent plus, un coup ce sont les pneumatiques...

En ce moment, ça tombe vraiment bien, puisqu'il y a pas mal de fréquentation dans la grande salle d'attente. Ainsi, tout le monde peut s'amuser : à chaque numéro d'appel crié dans la salle, un allocataire doit se lever, sinon il a perdu... son tour ; à chaque guichet glissé dans une cartouche pneumatique, suspense : arrivera, arrivera pas (pour arriver, ça arrive toujours ; ce que l'on ne sait pas forcément c'est où et quand)...

D'ailleurs, côté salle, pour tuer le temps d'attente de plus en plus long, des compétitions s'organisent : c'est à qui attendra le plus longtemps...

Mais côté guichets, on commence à se dire qu'à ce jeu la direction a peut-être plus à perdre qu'à gagner : d'ici qu'il y ait, en plus des pannes de matériel, panne de guichetières...

...et tracasseries

le ridicule ne tue pas...

● *CHEQUES POSTAUX (Bordeaux)*

Depuis quelque temps, entre 11 h 30 et 13 heures, à cause des contrôles, nous sommes obligées de nous livrer à une véritable gymnastique pour sortir et entrer dans le centre ou pour monter à la cantine. Gare à la malheureuse employée qui, prenant le travail à midi, s'aviserait de monter par l'ascenseur. Elle a toutes les chances de se retrouver... à la cantine.

Nous ignorons les raisons (secrètes bien sûr !) de ces mesures, l'administration n'ayant pas jugé utile de nous en faire part.

Le bruit court que l'administration aurait mûri ce plan génial en fonction des cambriolages et attaques à main armée opérées dans des bureaux de poste.

Tout le monde a l'habitude d'imaginer les cambrioleurs plus rusés que ne le suppose l'administration. Car quel cambrioleur serait assez bête pour faire « son mauvais coup » entre 11 h 30 et 13 heures ? Aucun bien sûr.

Alors, à quoi servent les mesures prises par les responsables géniaux de l'administration ? A rien. Mais sans doute leur donnent-elles bonne conscience...

Mais en tout cas, elles embêtent le personnel.

assez de tracasseries

● *AIR FRANCE (Bd Blanqui)*

La semaine dernière, les chefs de groupe nous ont lu une note de service relative à l'application de nouvelles règles concernant le contrôle des entrées à Blanqui en dehors des heures « normales » de travail, c'est-à-dire 8 heures - 17 heures. Pour entrer nous devrons, paraît-il, montrer carte blanche et même nous soumettre à la fouille. Ce n'est pas la caserne, mais ça devient pire. Cette nouvelle directive a été pondue, nous explique-t-on, à la suite du vol de plusieurs mini-machines à calculer au SR.

Nous ne savons pas encore si cette note connaîtra un début d'application, mais il est certain que, si la direction veut jouer au flic, les travailleurs de Blanqui n'accepteront pas facilement de se soumettre à ces nouvelles tracasseries.

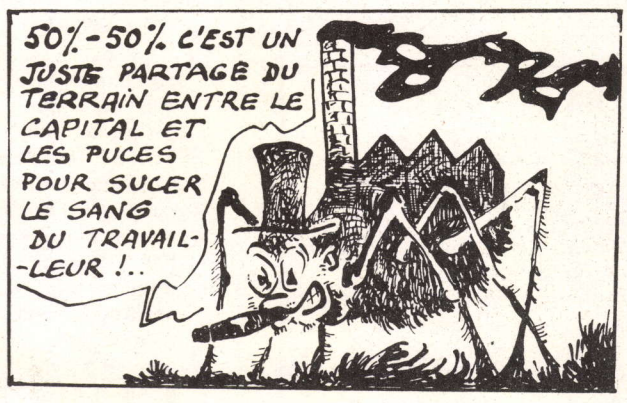
ne nous laissons pas sucer le sang !

● *CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers)*

La semaine dernière, le sous-sol du vestiaire qui sert à stocker du matériel pour le magasin général s'était transformé en local de stockage d'un matériel assez particulier : des puces.

Le local en était tellement envahi que les ouvriers du magasin général ne pouvaient plus y pénétrer sans se retrouver avec plein de ces bestioles sur eux.

Et ce ne fut que quand ils refusèrent d'y aller et qu'un délégué intervint dans l'affaire que la direction se décida à faire désinfecter le local.



Mais soyons sûrs que, si les puces avaient fait irruption dans les locaux de la direction, celle-ci ne se serait pas grattée trop longtemps avant de prendre des mesures.

LA RENTREE NON SPECTACULAIRE DES CENTRALES SYNDICALES

Séguy devant les militants CGT au Palais des Sports. (Ph. AFP)

NOUS harcèlerons le gouvernement et le CNPF de propositions — ne serait-ce que pour les mettre au pied du mur et ruiner les entreprises démagogiques qu'ils lancent sous le vocable de concertation, de participation ou de libéralisation » **a déclaré Georges Séguy lors du rassemblement des militants CGT au Palais des Sports de Paris. De son côté, Edmond Maire, secrétaire de la CFDT, déclarait aux journalistes que son syndicat ne céderait pas à la pression qui voudrait que les organisations** « fassent du spectaculaire, lancent des appels tonitruants ».

Le ton est donné. Les syndicats, d'entrée, prêchent la modération dans le ton... et dans les perspectives. Pourtant, et Séguy et Maire ont tracé dans leurs déclarations un portrait « spectaculaire » de la situation, telle qu'elle se présentait aux travailleurs et aux catégories laborieuses : le chômage qui menace et surtout l'inflation qui chaque jour ampute un peu plus le niveau de vie des travailleurs. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer cette situation. A juste titre. Car l'avenir qui nous menace risque d'être, lui, tristement spectaculaire. Mais quand il s'agit de proposer les moyens de la riposte, les leaders syndicaux insistent sur la modération nécessaire.

« Nous ne souhaitons pas durcir inutilement le vocabulaire » **dit Maire. Nous ne céderons pas à** « l'obstruction systématique ou au boycott intégral » **déclare Séguy. Que peut signifier un tel ton sinon que les centrales syndicales déclarent que, face à la situation, face à la politique du gouvernement qui vise à faire payer la crise aux catégories laborieuses, elles ne sont pas décidées à organiser la riposte ? On ne peut être plus clair.**

Que peut signifier en effet un harcèlement de propositions face à un gouvernement et à un patronat qui, eux, affichent nettement la couleur en disant qu'il faudra faire des sacrifices « pour la France », c'est-à-dire pour leur profit ? S'il y a une chose que l'on n'a guère besoin de dénoncer, aux yeux des travailleurs, c'est bien le mythe de la participation — qui signifie toujours la participation aux « sacrifices », encore que les patrons, eux, n'en prennent pas leur part, mais jamais la participation à la prospérité. Séguy enfonce les portes ouvertes mais se garde bien de proposer que l'on force celles que patronat et gouvernement gardent jalousement fermées, celles des coffres où s'entassent les profits.

Car sans être tonitruant, sans durcir inutilement le vocabulaire, on pouvait cependant rappeler les objectifs élémentaires qui doivent être ceux de la classe ouvrière si elle ne veut pas faire les frais de la crise :

— l'échelle mobile des salaires, fondée sur des indices qui permettent aux salaires de ne pas prendre de retard sur les prix ;

— la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire pour s'opposer au développement du chômage.

On pouvait de même proposer aux travailleurs des moyens de lutte qui leur permettent d'obtenir ces revendications fondamentales qui figurent aux programmes des centrales syndicales mais que l'on « oublie » lorsqu'elles deviennent d'une brûlante actualité. On aurait pu montrer que ces luttes coûteront bien moins cher aux travailleurs que la note que les patrons et le gouvernement veulent leur faire payer.

Les leaders syndicaux ont préféré un ton modéré, constructif, en fin de compte très giscardien, offrant toutes les ouvertures possibles. Le style du président-accordéoniste fait des émules. Mais les revendications essentielles des travailleurs ne sont pas du programme.

Jean-Paul VALI.

LA FETE DE "L'HUMANITE"

LES centaines de milliers de participants se sont retrouvés à La Courneuve, à l'occasion de la fête de **l'Humanité.** La fête du quotidien du PCF constitue sans conteste le plus grand rassemblement populaire annuel, sur une base politique. Populaire, sans aucun doute. Il suffisait de se mêler à la foule pour s'en convaincre. Politique aussi, parce que ceux qui s'étaient déplacés à La Courneuve accomplissaient un geste politique. De même que ceux qui manifestent à la Pente-côte leur soutien et leur sympathie à notre mouvement en se rendant à la fête de Lutte Ouvrière à Villers-Adam, ceux qui assistent à la fête de **l'Humanité** manifestent ainsi leur soutien, leur sympathie, ou tout simplement qu'ils se situent de cœur du même côté que les militants du PCF de leur entreprise qui leur ont vendu la vignette.

L'aspect politique de cette manifestation est d'autant plus nécessaire à souligner, que certains ne veulent y voir qu'une kermesse qui disparaît sous des aspects folkloriques et commerciaux. Ce serait ne s'en tenir qu'à l'aspect superficiel des choses. La fête de **l'Huma** n'est ni la fête des Loges de Saint-Germain-en-Laye, ni la foire du Trône, ni le salon de l'auto, parce qu'elle rassemble un autre public, sur une tout autre base : celle du soutien à un organe politique. Et si nous pensons que cette politique est contestable, parce qu'elle entraîne les travailleurs dans les ornières tracées par Mitterrand, il serait vain et puéril de ne pas noter le succès populaire de cette manifestation. Car ce succès est significatif.

On envisage mal, en effet, les mêmes résultats pour une fête du PS, même si on y consacrait des moyens matériels du même ordre. Et cela, malgré la remontée d'influence du PS, que tout le monde commente. Et cette différence est essentielle. Elle marque ce qui distingue aujourd'hui en France le PCF du PS. Le premier est enraciné sans conteste dans la classe ouvrière, ce qui n'est pas le cas du second.

(Ph. A.F.P.)

Un parti "national et responsable" à cœur ouvert

LA fête de l'Huma a été une nouvelle occasion pour le PCF de développer les thèmes généraux de sa politique d' « ouverture à tous les Français », de « renaissance nationale ». Aucune surprise donc, car ces thèmes avaient constitué l'axe de sa campagne aux dernières présidentielles où l'on avait vu le PCF faire une cour effrénée aux gaullistes. Cette fois, c'est l'ouverture, entre autres, aux catholiques. Mais l'ouverture se veut aussi au niveau du parti, puisqu'à chaque pas, le visiteur de la fête était appelé à le rejoindre. Les militants portaient d'ailleurs un badge qui disait « Je suis communiste, pourquoi pas vous ? ». Comme si c'était une chose sans conséquence et sans importance.

Ainsi le PCF déploie ses efforts pour s'affirmer à la fois comme un parti « national », c'est-à-dire prêt à assumer la gestion des affaires du pays — les affaires de la bourgeoisie —, en même temps qu'il veut donner de lui l'image d'un parti ouvert, d'un parti comme tous les autres. C'est en quelque sorte l'opération « à cœur ouvert » qui se poursuivait à La Courneuve. Parti national, chaque stand important l'affirmait. Aussi bien celui qui proclamait la nécessité de sauver le paquebot « France » au nom du prestige de notre pays, que celui où l'on défendait la filière atomique française. Parti comme tous les autres, là encore l'effort était perceptible. La plupart des stands invitaient à la discussion... et à l'adhésion sans formalités.

Et si la fête, cette année, semblait moins tricolore que les précédentes, la politique du PCF n'apparaissait pas différente pour autant en ce week-end à La Courneuve. Il proclamait bien haut sa volonté de participer « aux affaires de la France », mais il ne proclamait pas sa volonté d'en changer le régime économique.

FEUILLETON

ERNST GLAESER

le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

RESUME

On est en 1927. Accompagné par sa fille Irène, Jean-Gaspard Bäuerle fait route pour l'Allemagne qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

A Siebenwasser, l'ambitieux Kalahne, le secrétaire municipal, et son petit groupe de fidèles rallient secrètement la section locale du parti nazi, dirigée par le lieutenant Träger. Ils doivent pénétrer les rouages administratifs pour mieux détruire le régime.

C'est ainsi que Kalahne fait représenter au théâtre municipal Le joyeux vignoble, dont il dénonce dans une critique le « bolchevisme culturel ». La représentation de cette « ordure juive » est interrompue par les jeunes nazis.

Parmi eux Jürgen, renvoyé de son lycée, est recueilli par Maria, une prostituée qui est tombée amoureuse de lui. Un autre, le jeune Hans Diefenbach, dont le père a été tué à Verdun, est un admirateur de Träger. Il assiste à un cours insipide sur la Constitution allemande de 1919.

Hans ouvrit son livret d'escouade. Voilà les phrases que Gerhart Träger lui avaient écrites sur la première page, le soir où il s'était confié à lui. En sortant de la salle de gymnastique, où l'on s'entraînait pour le concours, ils avaient fait un bout de chemin ensemble. C'était en hiver. Ils piétinaient dans la neige. « Et toi ? » avait demandé Gerhart Träger. Hans s'était effrayé. Il avait balbutié des bêtises. Mais Träger ne cédait pas. Et une fois dans la conversation, Hans lui avait dit qu'il ne voulait ni ne pouvait vivre ainsi. Et Träger avait approuvé de la tête. Ils étaient allés dans la petite maison paysanne où habitait Träger. Hans n'était pas très à l'aise, parce qu'à l'école on faisait de mauvaises astuces sur l'officier, et sa mère aussi avait déjà dit que les jeunes garçons devaient l'éviter. Tout cela n'était qu'un prétexte pour isoler Träger. Les bourgeois s'y prennent toujours ainsi. Quand quelqu'un les dérange, ils suspectent sa vie privée, sa morale.

Cette nuit-là avait été décisive pour Hans. Il en cultivait le souvenir comme d'une révélation. En peu de phrases, selon sa manière, Gerhart Träger lui avait exposé la nouvelle idée : La jeunesse et le soldat inconnu sont appelés à fonder le nouveau Royaume.

C'est le grand réveil du peuple après son sommeil de mille ans. Le royaume sacré de la communauté. Et il lui avait montré l'ennemi. Il lui avait demandé s'il voulait devenir un soldat de ce nouveau royaume. Et Hans, bouleversé par la vision puissante d'un peuple qui ne serait plus divisé par la vanité sociale et la haine avait dit oui. Car c'était pour ceci qu'ils étaient morts devant Verdun, pas pour l'Empereur, pas pour les généraux, pas pour l'industrie — non, pour ceci !

Elles étaient là, les phrases de Gerhart Träger que Hans relisait toujours quand il réfléchissait sur sa vie.

« La situation de notre peuple exige que s'unissent par un serment solennel les hommes qui renoncent, pour l'amour du nouveau, à tout avantage bourgeois et qui trouvent plus beau de mourir pour le royaume futur que de vivre dans un coin confortable. »

Hans leva la tête. Voss nasillait toujours. Il allait sonner dans dix minutes.

Hans commençait justement à ramasser ses affaires, quand on frappa.

Voss alla ouvrir.

« Diefenbach, chez le Directeur ! »

Hans se leva. Tous le regardèrent. Il passa entre les bancs, alla dans le couloir. Le concierge l'attendait.

« Ça sent mauvais » chuchota Rübsam.

Ils descendirent l'escalier.

Le directeur Holzapfel travaillait précisément sur le nouveau Plaute, dont il vérifiait la correction philologique pour le compte d'une maison d'éditions, quand le lieutenant de police Schnebel se fit annoncer. Malgré sa position foncièrement conservatrice, Holzapfel méprisait la police. Elle était pour lui une forme dégénérée de la catégorie des guerriers que selon ses idées platoniciennes il trouvait nécessaire, mais déplaisante. Et voici qu'un bâtard de cette caste-là vient le déranger dans son Plaute.

« Monsieur le lieutenant aura la bonté d'attendre. »

Rübsam était revenu. M. le Lieutenant ne pouvait attendre. Il s'agissait d'une mission urgente de M. le Préfet de police. Alors Holzapfel s'était levé. Tout son sang lui monta à la tête.

Qu'est-ce que M. le Préfet de police venait faire dans un lycée d'humanistes ?

Mais Rübsam, qui connaissait les caprices de son directeur, créa un fait accompli en faisant entrer le lieutenant de police Schnebel.

Quand Holzapfel vit l'uniforme, le tschako brillant et, à la ceinture, le revolver, il abattit son poing sur Plaute et cria : « Monsieur le policier, déposez immédiatement votre arme ! L'esprit de cet établissement ne saurait tolérer de revolver. »

Le lieutenant Schnebel, qui connaissait ce vieil original de Holzapfel pour l'avoir rencontré dans les nombreux cabarets où il passait ses soirées quand il ne travaillait pas à Plaute, s'inclina profondément et dit : « Monsieur le Directeur, jamais je n'aurais osé offenser l'esprit de cet établissement, s'il ne s'était préparé dans son sein même un attentat contre la tranquillité publique et contre la sécurité de l'Etat ».

— « Vous êtes le plus damné drôle qui ait jamais porté un tschako », hurla Holzapfel.

Sans répondre, le lieutenant tira un papier de sa manche, le posa devant le directeur et dit : « Je suis obligé de vous prier d'appeler tout de suite l'élève de première Hans Diefenbach. Si vous refusiez, je serais forcé d'intervenir moi-même. Ordre du Préfet de police. »

Holzapfel regardait le papier. Tout à coup son col l'étouffa. Il sonna. Rübsam arriva.

« Diefenbach », grogna le directeur. Puis il se posta devant sa bibliothèque et considéra les dos de son Plutarque relié.

Quand Hans entra dans le bureau, il vit tout d'abord le lieutenant. Il sut aussitôt de quoi il retournait. Il s'y attendait depuis des jours. Et pourtant, il pâlit.

Le silence pesa longtemps dans la pièce. Holzapfel ne bougeait pas de devant la bibliothèque.

Schnebel toussa. Sans succès.

Il claqua des doigts. Le vieil homme devant les livres ne se retourna pas.

Alors le lieutenant de police Schnebel alla vers Holzapfel et lui mit la main sur l'épaule.

« L'intéressé est là », dit-il très poliment. Holzapfel se retourna d'un bond.

« Ne me touchez pas », hurla-t-il.

Schnebel désigna Hans, en souriant.

Holzapfel respira profondément. Il leva, il abaissa trois fois ses puissantes épaules, le vieil homme.

Et il lui prit le bras.

« Dites-moi, Diefenbach, avez-vous vraiment par votre conduite, en un endroit que j'ignore... »

« Au théâtre », interrompit Schnebel.

« Vous allez me faire le plaisir de cesser », éclata Holzapfel. « Je suis chez moi, ici ». Et il continua presque avec tendresse. « Avez-vous vraiment, par votre conduite en un lieu que j'ignore, donné à ces mercenaires en armes le droit d'envahir notre lycée ? N'est-ce pas, Diefenbach, il y a certainement erreur ? Il regarda le garçon avec amour. « Mon meilleur élève pour lire les hexamètres », pensait Holzapfel.

Hans vit les yeux clairs et bienveillants du directeur. Ils luisaient toujours ainsi quand il lisait les vers de l'île des Phéaciens ou quand il traduisait les dialogues de Platon.

« Non », dit Hans. Et il eut froid. Holzapfel recula. « Diefenbach », dit-il, rien de plus, « Diefenbach ! ». Et il alla vers la bibliothèque comme s'il cherchait un abri.

« Nous sommes en présence du délit d'atteinte à la sécurité publique » ; le lieutenant Schnebel tira le papier à lui, « à l'occasion de la deuxième représentation de la comédie **Le joyeux vignoble,** l'élève Diefenbach, de Siebenwasser, en compagnie d'autres énergumènes, s'est laissé entraîner, en plein milieu de la salle comble, à des actions troublant l'ordre et la tranquillité, se rendant ainsi coupable du délit d'atteinte à la sécurité publique.

« Taisez-vous », cria Holzapfel. Il frappait les mains l'une dans l'autre. « C'est impossible. Un humaniste ne fait pas cela. »

Il courait à travers la pièce.

Schnebel regarda Diefenbach.

« Je l'ai fait, monsieur le Directeur », dit Hans.

Holzapfel s'arrêta tout d'une pièce.

« Alors vous êtes indigne ! »

Le vieil homme avait la figure pâle.

Ils étaient là, sans parler.

« Je l'ai fait pour l'Allemagne, monsieur le Directeur. » Holzapfel se détendit. Il alla d'un pas léger vers le jeune homme.

« Pour l'Allemagne, dit-il, c'est toujours l'excuse des cerveaux confus, mon cher. Vous avez porté atteinte à la loi, mais vous avez fait plus, vous avez offensé la décence intellectuelle, vous avez braillé là où vous deviez persuader, vous avez offensé Platon en allant sur la place publique, vous avez sali tout ce qui je vous ai prêché, vous vous êtes mêlé de choses qui regardent la plèbe. Voilà ce que vous avez fait. Vous avez trahi cette école. Oui ! »

Le vieil homme s'assit. Hans sentit son cœur.

Schnebel restait debout, changeant de pied, changeant encore, gêné. Enfin il se décida.

« Monsieur le Directeur, le Préfet de police n'a nullement l'intention de faire de cette farce de gosses une affaire d'état. Mais nous savons que la jeunesse est corrompue par certains agitateurs et dans cette histoire nous voulons enfin démasquer l'agitateur, pour que Siebenwasser retrouve la tranquillité. Si donc l'élève Diefenbach nous indique maintenant celui qui l'a chargé de cette mission, nous annulerons l'acte et vous laisserons toute latitude, monsieur le Directeur, pour liquider cette affaire. »

Schnebel enleva son tschako, on aurait dit une offre de paix, mais peut-être transpirait-il simplement.

Tout se raidit en Hans. Maintenant l'heure était venue. L'heure où il devait faire ses preuves. L'heure où ils le tentaient.

« Ce que j'ai fait, je l'ai fait d'après mon propre jugement. Personne ne m'a donné de mission. Nous manifestions contre le poison dans notre peuple. Nous manifestions contre l'esprit juif. Nous manifestions contre la veulerie bourgeoise. Nous croyons au nouveau royaume. »

« Phrases apprises », nasilla Schnebel.

Holzapfel se leva. Il avait l'air vieux. Il alla lentement vers Diefenbach. « Hans », dit-il — il ne l'avait plus appelé par son prénom depuis longtemps — « vous êtes un de mes meilleurs élèves. Je connais votre fierté. Vous vous chargez maintenant d'une responsabilité pour couvrir quelqu'un. Cela est louable, Hans, mais vous vous sacrifiez au mauvais endroit. Vous ne souffrez pas pour l'Esprit. Croyez-moi, la pièce n'avait rien de remarquable, mais ce que vous avez fait est une attaque contre les fondements mêmes de toute vie civilisée, et ces fondements, moi, dans cette maison, je les défends. Hans, c'est notre vie même de ne pas perdre ces fondements, c'est la condition essentielle de toute communauté, Hans, si nous ne maintenons pas cela, la plèbe, un jour, viendra sur nous et nous écrasera, et tout ce que nous avons bâti n'aura servi de rien ! »

Il tenait le garçon par les épaules et le secouait. Hans regardait droit devant lui, les yeux fixes. « Comme ils me tentent », pensa-t-il.

(à suivre)

cinéma

LES GUICHETS DU LOUVRE

La police et les antisémites français ont largement contribué aux rafles de Juifs, qui finissaient au Vel'd'Hiv', ou comme sur cette photo, au camp de Drancy. (Ph. Viollet)

C'EST l'un des plus sombres épisodes de l'occupation, pendant la dernière guerre, que Michel Mitrani vient de porter à l'écran : la grande rafle du Vel'd'Hiv', le 16 juillet 1942.

Ce jour-là, treize mille Juifs de Paris et de la banlieue furent arrêtés et parqués au Vélodrome d'Hiver, en attendant leur déportation vers les camps de la mort où les nazis avaient commencé l'application de la « solution finale ». Une trentaine seulement en revint, et pas un seul des quatre mille enfants qui furent pris dans la rafle.

L'opération avait été commandée de Berlin. Mais les exécutants, eux, étaient bien français. Car c'est la police parisienne, tout entière mobilisée, qui accomplit sans rechigner la sale besogne, épaulée par les gardes mobiles et par les membres de la tristement célèbre Milice. C'est la préfecture de police, d'ailleurs, qui avait dressé un fichier de la population juive, fichier qui permit les arrestations en masse. Et c'était grâce aux bons soins de la police également qu'en plein Paris et au milieu du XX° siècle les Juifs étaient contraints au port de l'étoile jaune.

Il n'y eut pas que la police française. Il se trouva aussi, parmi la population non juive, des gens pour apporter leur collaboration : antisémites, doriotistes du PPF, dénonciateurs ou petits malfrats que l'on voit, dans le film, piller l'appartement de leurs voisins arrêtés.

Mais il y eut aussi les autres, et on les voit dans Les guichets du Louvre, **braves gens bouleversés par l'horrible spectacle, certains essayant de cacher des Juifs de leur connaissance, d'autres ne pouvant se retenir de crier leur indignation aux policiers et aux miliciens.**

Tout cela est dépeint avec sobriété, sans artifice, sans exagération dans l'étalage de violence. Le réalisateur a su recréer l'atmosphère sinistre d'un quartier quadrillé par les uniformes, avec ces malheureux tenaillés par l'angoisse que la police embarque par fournées dans les autobus réquisitionnés pour la circonstance.

Il a su montrer l'abattement, la résignation même qui fut celle de ces Juifs qui, privés de toute issue, suivent pratiquement sans protestation les policiers qui les conduisent à la mort. Il insiste même trop, non que ce qui a été montré soit faux, mais parce qu'il manque les explications nécessaires qui permettraient de comprendre cette résignation.

Le jeu des acteurs, les dialogues, l'histoire d'amour que Mitrani a greffée sur sa reconstitution historique apparaissent d'autant plus plaqués, artificiels et littéraires.

Est-ce pour mieux souligner le caractère dramatique de la situation ? En tout cas, ce décalage laisse malgré tout une impression de gêne.

Jean-Louis CHAMPENOIS.

le coin du navet

Les seins de glace

LE jeu de mots du titre pourrait annoncer quelque forme d'humour dans ce film « à suspense ». Ce n'était malheureusement pas dans les intentions du metteur en scène, qui a eu recours à tous les stéréotypes pour nous servir une insipide histoire jouée par des personnages sans vie. On ne peut un seul instant croire à l'intrigue ni aux réactions des différents protagonistes. Claude Brasseur peut s'évertuer à pirouetter devant la caméra, Mireille Darc à pleurer sur ses angoisses et Alain Delon à froncer gravement le sourcil devant les vicissitudes de l'existence. Le spectateur reste lui aussi... de glace. A moins que, saisi d'un sens de l'humour qui semble avoir échappé à ceux qui se sont embarqués sur cette galère, il ne prenne le parti de rigoler bien franchement des scènes qu'on aurait voulues les plus pathétiques.

Hélène DURY.

SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 10 septembre

DEUXIEME CHAINE (15 h 15) :

L'homme de Rio. Un film de Philippe de Brocca. Une cavalcade bien distrayante de Jean-Paul Belmondo.

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Les révoltés du Bounty. Un classique de Frank Lloyd suivi d'un débat sur le thème : « Au XVIII[e] siècle, la marine plus cruelle encore que la mer ».

Sans remonter des siècles en arrière, le film pourrait constituer une excellente introduction à un débat sur le régime militaire actuel, en particulier dans la marine. Mais la question sera-t-elle posée ?

Mercredi 11 septembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

AU THEATRE CE SOIR : Les affaires sont les affaires, d'Octave Mirbeau.

La critique d'une société où l'argent règne en maître.

Jeudi 12 septembre

PREMIERE CHAINE (20 h 30) :

Le procès de Nuremberg. Reconstitution historique d'après des documents d'époque.

Vendredi 13 septembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 30) :

Film : **Les fossés de Vincennes.** Reconstitution historique. Les intrigues politiques à la fin du Consulat, en 1804.

Dimanche 15 septembre

PREMIERE CHAINE (20 h 45) :

Le voyage du père, un film de Denys de la Patellière, avec Fernandel.

DEUXIEME CHAINE (22 h 25) :

CINE-CLUB : Eva, de Joseph Losey, avec Jeanne Moreau et Stanley Baker.

Lundi 16 septembre

PREMIERE CHAINE (14 h 30) :

La ligne de démarcation, un film de Claude Chabrol, avec Jean Seberg et Daniel Gélin.

TROISIEME CHAINE (20 h 35) :

Sous les toits de Paris, un film de René Clair.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	R	C	H	I	T	E	C	T	E
II	R	O	Y	A	L	E	M	E	N	T
III	O	M	A	R	■	R	P	■	T	O
IV	M	A	N	D	A	R	I	N	■	N
V	A	N	U	I	T	E	R	■	U	N
VI	T	E	R	■	O	■	E	R	R	A
VII	E	■	E	M	M	O	S	■	E	N
VIII	S	A	■	N	E	S	■	N	E	T

livres

Publié sous la direction de Pierre Broué

LE 1er CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

LES éditions EDI ont commencé la publication des textes complets des congrès de l'Internationale Communiste. Cette édition comprend non seulement les principales thèses et résolutions adoptées par l'Internationale, créée en 1919 sous l'impulsion des bolcheviks, et qui avaient déjà été éditées dans le recueil Les quatre premiers congrès de l'IC **(fac-similé, éd. Maspéro), mais aussi les rapports et les discussions dont s'accompagnaient l'adoption de ces thèses.**

A ce jour, les textes intégraux du Ier congrès (1919) sont parus. En plus de textes déjà connus comme le Manifeste de l'Internationale, **rédigé par Trotsky, et les** Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, **de Lénine, on y trouve des rapports de divers délégués sur la situation dans leur pays. Tous montrent la montée de la révolution ouvrière en Europe. Leur valeur inégale illustre aussi la plus ou moins grande maturité des communistes qui ont à affronter cette situation. Il suffit de comparer le passionnant rapport du délégué allemand à celui du Français Jacques Sadoul, qui explique l'existence de chefs révolutionnaires comme Lénine et Trotsky en Russie comme étant** « dans leur essence un produit purement national, créé par la nature même du pays, par les différences aiguës de son climat, par ses territoires ».

Tous ces textes méritent une lecture attentive, tant pour les informations qu'ils apportent sur l'histoire de l'Internationale Communiste (ce premier recueil comprend tous les éléments sur la discussion qui anima ce premier congrès : faut-il ou non proclamer la IIIe Internationale ?) que parce que les textes des quatre premiers congrès font partie du programme révolutionnaire au même titre que le Manifeste communiste **de Marx et Engels et le** Programme de transition **de Léon Trotsky.**

L'assemblée des délégués à l'issue du Ier congrès. (Archives LO)

Jacques FONTENOY.

Le premier congrès de l'Internationale Communiste - Editions EDI - 37 F.

CHILI

(Ph. Fotolib)

Il y a un an, la terreur se déchaînait au Chili

Voilà un an qu'au Chili l'armée et la police, avec l'aide de la racaille fasciste, ont instauré leur régime de violence et de terreur. En un an, des dizaines de milliers de travailleurs, de paysans pauvres ont été assassinés. Tortures, exécutions sommaires se sont multipliées, les camps et les prisons ne cessent de se remplir, non seulement de milliers de militants, d'hommes de gauche, mais aussi de dizaines de milliers de travailleurs dont le seul crime est d'avoir aspiré à une vie plus juste et plus digne.

Non, les travailleurs de France n'ont pas oublié le bain de sang opéré au Chili contre les leurs ; mais il ne suffit pas de se souvenir la rage au cœur, il faut graver dans nos mémoires les leçons du 11 septembre chilien. Les militaires chiliens nous ont montré quelle peut être la haine et la férocité des classes possédantes contre les exploités.

Nous devons nous souvenir du Chili. Ici comme là-bas, il faut savoir que ceux qui prétendent qu'ils pourront exercer le pouvoir au nom de la classe ouvrière et selon ses intérêts sans pour autant toucher ni à l'armée ni à la police, sans disperser ni désarmer les mercenaires professionnels, nous trompent tout autant qu'Allende a trompé les travailleurs chiliens.

Allende et les hommes politiques de la gauche chilienne sont tombés eux aussi sous les coups des massacreurs d'ouvriers, mais cela ne leur ôte en rien leurs responsabilités dans le massacre ; car ce sont eux qui, pendant trois ans qu'ils étaient au gouvernement, ont laissé ces assassins armés préparer leur forfait, les couvrant de leur autorité.

Il ne s'agissait pas d'une erreur de la part d'Allende que de prétendre gouverner en laissant toutes ses prérogatives à l'armée de Pinochet. C'était de sa part une politique consciente. De même que c'est un choix politique pour l'Union de la gauche dont le programme parle de s'appuyer sur « le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers », **quand on connaît l'armée de Bigeard et de Massu.**

La venue au pouvoir d'Allende n'était pas une victoire pour les travailleurs tant que les travailleurs ne touchaient ni à l'armée ni à la police, remparts supérieurs du capital. Au contraire, c'est parce que les travailleurs chiliens avaient des illusions sur le politicien bourgeois qu'était Allende et lui faisaient confiance qu'ils se sont retrouvés désarmés matériellement et moralement face au putsch militaire. C'est ainsi que quelques milliers de militaires ont pu briser la montée ouvrière et massacrer des dizaines de milliers de travailleurs.

En France aussi, si la gauche vient au gouvernement, ce qu'il y aurait de pire pour la classe ouvrière, ce sont les illusions qu'elle pourrait avoir sur les prétendus hommes de gauche. L'exemple du Chili est là pour nous rappeler que sans politique hardie la classe ouvrière risque toujours de courir à la défaite sanglante.

Au Chili, Allende est venu au pouvoir avec l'assentiment de l'ensemble de la bourgeoisie chilienne, Pinochet compris. C'est d'ailleurs grâce à l'apport des voix de la Démocratie-Chrétienne qu'il a pu arriver au gouvernement, puisque sinon il ne disposait pas de la majorité absolue. C'est aussi le programme de Frei qu'Allende a mis en marche, y compris dans ses réformes les plus radicales, comme par exemple la nationalisation du cuivre. Seulement, bien que la gauche ait fait accepter la politique d'Unité populaire à l'ensemble de la bourgeoisie, trois ans plus tard Pinochet mettait fin à l'expérience et la classe ouvrière chilienne payait, et à quel prix, l'échec de l'Unité populaire.

C'est pourquoi le problème essentiel à notre époque, que ce soit au Chili ou en France, c'est le problème de la politique et du programme qui doivent guider la lutte des travailleurs pour qu'ils ne se retrouvent pas encore une fois vaincus sans s'être réellement battus, pour que la classe ouvrière ne paie pas à nouveau d'un bain de sang le fait d'avoir fait confiance à de faux hommes de gauche qui la livreront désarmée aux coups de la réaction. Cécile BERNIER.

La haine des militaires ne faiblit pas

Au Chili, c'est toujours « l'état de guerre ». Un an de terreur ouverte n'a pas permis à Pinochet et à ses sbires de terminer leur sale travail d'extermination du mouvement ouvrier. Et chaque semaine apporte encore sa moisson de dépêches de presse relatant les ratissages, les arrestations, les tortures, les déportations et les exécutions sommaires.

Samedi 31 août, l'armée et la police ont ratissé un quartier pauvre de la banlieue de Santiago : cinq mille personnes ont été interpelées et cinq cents d'entre elles ont été immédiatement déportées dans un camp de travail du nord du pays.

Dimanche matin 1er septembre, un ouvrier de 32 ans a été assassiné et son corps a été pendu au troisième étage d'un édifice public de la capitale.

On apprenait par ailleurs qu'un membre du Parti Communiste et qu'un autre du Parti Socialiste ont été exécutés le 13 août une heure après leur arrestation. Et cela pendant qu'on arrête toujours de nombreux militants de gauche.

Une commission internationale de juristes dépendant de l'ONU vient de dénoncer le caractère « sommaire » de l'appareil judiciaire. Elle énumère dans son rapport la longue liste des tortures en usage au Chili et estime à neuf ou dix mille le nombre de prisonniers politiques à la fin du mois de mars.

Les autorités religieuses elles-mêmes,qui avaient pourtant applaudi à la venue de Pinochet au pouvoir, ont récemment écrit au dictateur sanglant pour lui demander de lever l'état de guerre.

Ces quelques nouvelles qui arrivent à filtrer du Chili ne dévoilent évidemment qu'une partie seulement de la réalité, mais elles prouvent qu'après un an de dictature ouverte la bourgeoisie chilienne n'ose pas encore revenir à des formes de répression « plus démocratiques » et que la terreur anti-ouvrière systématique lui est toujours nécessaire pour tenter de briser la résistance des pauvres.

Cela exprime bien sûr la haine des militaires envers tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à des militants ouvriers, à des militants de gauche ou à leurs idées, leur haine de classe envers tous ceux qui sont pauvres et qui à leurs yeux sont suspects **a priori.**

Mais cela signifie aussi que les militaires au pouvoir au Chili ont peur ; et ils ont raison car ils n'ont obtenu leur victoire sur les ouvriers et les paysans chiliens que parce que les mains de ces derniers avaient été liées par les illusions entretenues par le régime d'Allende.

Et les bourreaux du peuple chilien ont raison de craindre leur colère. Elle sera, nous le souhaitons, à la mesure de ces crimes.

Solidarité avec les travailleurs chiliens

Un an après le coup d'Etat et l'horrible bain de sang dans lequel la junte a plongé les travailleurs chiliens, celle-ci ne peut se permettre de laisser le moindre répit à la population et la terreur policière pèse toujours lourdement sur l'ensemble du pays.

Cette semaine de nombreuses organisations de gauche et d'extrême-gauche appellent les travailleurs à diverses manifestations, débrayages et meetings pour commémorer l'anniversaire du coup d'Etat et manifester leur solidarité avec les travailleurs chiliens.

Bien que nous ne partagions pas l'appréciation politique portée par ces organisations sur ce qui s'est passé au Chili et que nous ne soyons pas parmi les organisateurs de ces diverses manifestations, nous appelons tous nos lecteurs, tous nos sympathisants, tous ceux qui veulent manifester leur indignation et leur solidarité avec les travailleurs chiliens à se joindre aux diverses manifestations prévues cette semaine.